

HOTELLERIE: ÇA BOUGE!

La grève de « l'Albrighi »

Le 30 octobre, les employés de l'« Albrighi » à Toulouse se mettent en grève, soutenus par la C.F.D.T. Grève d'avertissement ayant pour but de répondre à une violente répression à l'encontre d'un garçon qui se voit, après quatre ans d'ancienneté, licencié de manière on ne peut plus abusive.

Le 10 octobre, ces mêmes employés se syndiquaient et demandaient des élections de délégués du personnel. Le futur candidat C.F.D.T. est précisément ce serveur licencié. Bizarre, non ?

Par leur grève, les employés de l'« Albrighi », outre la réintégration immédiate et sans conditions de leur camarade, demandent aussi :

- le respect des libertés syndicales ;
- le paiement de l'indemnité de nourriture ;
- un aménagement des horaires de travail ;
- une revalorisation des salaires ;
- le droit au repos, certains jours fériés ;
- une prime de fin d'année uniforme ;
- l'aménagement des vestiaires ;
- le remplacement des employés absents (maladie, congés).

Ce conflit de l'« Albrighi » concerne bien évidem-

ment tous les travailleurs de l'hôtellerie.

La C.N.T. est partie prenante dans ce conflit. Après avoir participé matériellement dès le premier jour, nous restons solidaires des employés de l'« Albrighi ».

La C.N.T.-Hôtellerie appelle tous les camarades, tous les travailleurs à soutenir la lutte des employés de l'« Albrighi ».

● Pour tous renseignements : C.F.D.T.-Hôtellerie, 16, rue Aubert, Toulouse - C.N.T.-Hôtellerie, 3, rue Merly, Toulouse.

Pourquoi, dans l'hôtellerie, secteur tranquille s'il en est, y a-t-il : des grèves (« les Américains », récemment à Toulouse...), des demandes de syndicalisation ?

Pour bien comprendre, il faut, ici, expliquer brièvement la situation dans l'hôtellerie et voir pourquoi cette profession n'a jamais été un « terrain » de luttes.

D'abord, le paternalisme, phénomène non typique et exclusif à l'hôtellerie, mais d'une importance énorme. Il faut savoir qu'il existe à Toulouse, pour une dizaine de maisons employant plus de 10 employés, plus de 150 qui n'en ont qu'un ou deux. Dans ces maisons-là, très souvent, à

côté du serveur, c'est le patron qui est en cuisine ou vice versa. D'où, l'ambiguïté de la situation et de tout ce qui en découle : prise de repas en commun, discussions où le patron « impose » ses vues, etc.

Ensuite, un conflit permanent entre les diverses branches de l'hôtellerie : jalousies à cause des différences de salaire très sensibles du serveur au plongeur. Cette situation de conflit est d'ailleurs activement et subtilement utilisée par les patrons (toujours la devise « diviser pour régner »). Ainsi un patron, pour casser une grève, peut trouver rapidement assez de personnel pour remplacer les grévistes. De plus, il n'y a dans ce métier aucune (ou pratiquement aucune) « défense » professionnelle. Près de la moitié des employés de l'hôtellerie n'ont souvent aucune qualification et très peu de « métier ».

Enfin, un dernier point : le système de paye. Il n'existe pas ou peu de salaire mensuel fixe ou bien même horaire où, moyennant un nombre d'heures, on touche tant. Ici, on en est encore au système du service et du pourboire. Véritable « travail à la tâche ». Contrairement à une idée très répandue, un client ne donne pas une

gratification supplémentaire (c'est-à-dire un pourboire) mais paye le serveur. Il y a, de plus en plus, au travers de cette situation, un « ras le bol » qui se manifeste. Ras le bol venant d'une dévalorisation de cette profession.

Nous qui avons « subi » (le mot n'est pas assez fort pour certains) trois années d'apprentissage, nous arrivons à terme à un métier cui n'en est pas un. En effet, il est courant d'entendre que l'hôtellerie est le « dernier des métiers ». Nous disons : non ! Notre profession n'est pas un fourre-tout. Qui se rend compte de ce qu'il faut de psychologie, d'aptitude professionnelle pour satisfaire un client ! Combien de clients ne viennent-ils pas chercher dans un café, un restaurant une discussion, une « tendresse » (rapports plus simples !), un défoulement ? Préférons-nous un distributeur automatique ? Pour résumer, disons que cette « prise de conscience » professionnelle s'accompagne évidemment de l'exigence de plus en plus forte d'être considéré comme un salarié comme les autres.

Ceci explique la peur d'un patronat qui a trop longtemps abusé de cette situation archaïque.

ABEL.
(C.N.T.-Hôtellerie.)



● VOIR AUSSI INFORMATION DE DERNIÈRE HEURE, EN PAGE 2 ●

* éditorial *

L'OFFENSIVE CONTRE LA LAICITE

COMME la loi debré n'était pas suffisante pour garantir les avantages obtenus par l'école « libre » — lisez « école catholique » — avant de quitter le pouvoir, les cagots de la majorité se sont empressés de voter une loi complémentaire qui ne fait qu'assurer le soutien économique de l'école confessionnelle, lui apportant plus d'argent, des crédits supplémentaires et en outre le paiement, par l'Etat, de la construction de nouveaux locaux et garantissant, aux professeurs de l'enseignement dit libre, les mêmes salaires et les mêmes droits qu'à ceux de l'enseignement public. Cela tout en laissant à la direction des établissements contrôlés par des communautés religieuses, le choix desdits professeurs et la surveillance de l'enseignement qui doit être conforme au caractère religieux desdites écoles.

Et cependant, les lycées et collèges de l'enseignement public manquent de locaux, manquent de professeurs, s'abritent, en maints endroits, dans des bâtiments en préfabriqués, où les risques d'incendie sont nombreux et où les enfants souvent n'ont pas assez de matériel scolaire.

D'autre part, l'Etat, monopole de la droite, élimine systématiquement tous les maîtres auxiliaires suspects de gauchisme ou les confine, sous n'importe quel prétexte, dans des postes secondaires.

La Fédération Lagarde reçoit l'aide des élus de la majorité, pour s'imposer, au détriment de la Fédération Cornec, suspecte de communisme, tout en ayant une majorité d'adhérents non communistes.

A la T.V., les plaidoyers pour l'enseignement dit privé se multiplient, au nom soi-disant de la liberté de choix des parents, qui ont le droit de donner à leurs enfants un enseignement selon leur cœur...

Même l'ineffable Alice Saunier-Séité est entrée dans la danse, en faisant une intervention remarquable en faveur de l'école privée, qui, selon elle, garantit la liberté de l'enseignement dans une démocratie à la française. Paraît-il qu'Alice est très chérie à l'Élysée, où elle a ses petites et ses grandes entrées... Elle va risquer gros aux prochaines élections car, du coup, le R.P.R. va lui disputer âprement le siège de député qu'elle convoite, face à un candidat dudit parti. L'harmonie règne dans tous les azimuts de la politique !

Ce qui est curieux c'est que les communistes, qui ne cessent d'asticoter Mitterrand et les socialistes et les radicaux de gauche, ne souffrent pas un mot — ou si peu — face à cette offensive contre la laïcité qui devrait les préoccuper. Sans doute la politique de la main tendue aux catholiques et du compromis historique à l'italienne qui peut devenir aussi « compromis historique à la française » y est pour quelque chose.

Si le père Combes pouvait voir ça, il en mourrait de honte une nouvelle fois car, pendant longtemps, la laïcité a été considérée comme une des bases essentielles de la République. Tous les vieux républicains, les vieux radicaux l'ont défendue avec acharnement. Même Pétain n'a pas osé s'y frotter, ne voulant pas accroître les difficultés d'une politique de douteux équilibre et parce qu'il avait d'autres chats à fouetter. Mais maintenant, prévoyant le cas où la gauche viendrait à gagner les prochaines élections, on s'empresse de faire des lois que ladite gauche sera obligée ou d'accepter — puisque votées par les deux chambres — ou d'abolir, avec le tollé général que cela permettra de déclencher.

Voilà où nous en sommes, dans cette France qui se dit démocratique, libérale et attachée à toutes ses glo-

rieuses traditions. De Gaulle, catholique pratiquant, n'était pas allé si loin que Giscard d'Estaing dans son entreprise contre la laïcité. C'est que les deux cents familles qui constituent la France détenant le monopole du pouvoir politique, parce qu'ayant le monopole du pouvoir économique, exigent que leurs enfants, dans la bonne tradition de la bourgeoisie du XIX^e siècle, soient éduqués par les jésuites, afin de leur inculquer des idées « saines », le respect des traditions et l'esprit de caste, si nécessaire dans les jours à venir.

Les cadres de la France de demain doivent avoir le cerveau bien rempli d'idées immuables car il ne faut pas courir le risque de nouveaux maïs 68 et celui de voir fleurir une jeunesse sensible aux attractions du non-conformisme et de la révolte devant l'absurdité d'une société qui se désagrège. Comme c'est le cas d'une partie de la jeunesse allemande en rupture de ban face à ce qu'on veut lui imposer.

Mais, attention ! Les plus grands ennemis de l'Eglise sont sortis de ces centres-là. Gambetta avait été élève des jésuites. Sébastien Faure aussi. Et ils ont été les plus acharnés des ennemis de l'Eglise et ceux qui lui ont donné le plus de fil à retordre.

Aujourd'hui l'Eglise montre patte blanche. Elle se veut ouverte, tolérante, compréhensive, libérale... Elle mue saisonnièrement de peau comme les serpents. Mais la réalité c'est qu'elle est et sera toujours égale à elle-même : tendant au monopole du pouvoir, par n'importe quels hommes et quels partis interposés.

L'offensive contre la laïcité est, en fait, la plus grave offensive contre toutes les idées de liberté et de progrès et rejoint la même entreprise néo-fasciste et réactionnaire que nous sommes en train de vivre internationalement.

COMMUNIQUES

POUR UN RASSEMBLEMENT DES TRAVAILLEURS LIBERTAIRES DU BATIMENT

— Cet appel est lancé à l'initiative de Travailliers Libétaires du Bâtiment, ne se réclamant pas des organisations libétaires.

— Nous lançons cet appel à tous les travailleurs libétaires du bâtiment, organisés ou pas, sans exclusive aucune.

— Il nous est paru nécessaire que les libétaires du bâtiment qui luttent dans des sections syndicales, dans des groupes ouvriers autonomes, de façon isolée dans les boîtes, se coordonnent sur les bases d'une plate-forme revendicative claire !

— Nous considérons que seules la lutte et la pratique à la base, uniront les travailleurs libétaires entre eux. Cette pratique ne peut être assumée qu'au sein d'une organisation spécifique de classe. En conséquence, ce regroupement exclut les agents de l'oppression du salariat (le personnel d'encadrement).

— A l'intérieur de ce rassemblement, nous nous refusons de voir reprises ou renaitre les multiples discussions et controverses à propos des tactiques respec-

tives des organisations libétaires. — Les camarades qui se joindront à ce rassemblement devront prendre en charge la popularisation de la « plate-forme revendicative » à l'intérieur de leurs structures de luttes ainsi que dans leurs entreprises.

APPEL
A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
LE SAMEDI 19 NOVEMBRE
A 14 HEURES
117, RUE DE CHARONNE
A L'A.G.E.C.A. PARIS

**

AVIS IMPORTANT

La Confédération Nationale du Travail, section française de l'A.I.T., porte à votre connaissance qu'elle n'occupe plus les locaux situés rue de la Tour d'Auvergne à Paris depuis le 1^{er} juillet 1977.

Pour tout contact avec la C.N.T. française, adressez-vous à son siège social : C.N.T., 3, rue Merly, 31000 Toulouse.

Le Bureau confédéral.

Sur le terrorisme

Le détournement de l'avion de la Lufthansa par un commando pro-paléstinien, et ses conséquences dramatiques : le « suicide » plus que douteux d'Andreas Baader et de ses compagnons, puis l'exécution du « patron des patrons » ouest-allemand, a relancé la polémique sur le terrorisme.

La propagande étatique a toujours insisté sur la prétendue complémentarité qui existerait entre terrorisme et anarchisme. Face à ce grossier mensonge, il convient, et aujourd'hui plus que jamais, de rétablir la vérité. Le terrorisme n'est pas un fait nouveau, une découverte du siècle de l'atome. Toutes les familles politiques l'ont employé à un moment ou à un autre, comme moyen de se manifester ou bien de lutter contre une répression ou une exploitation éhontée.

Les résistants, pendant la dernière guerre mondiale, eurent recours au terrorisme, tout comme les peuples colonisés d'Indochine ou d'Afrique du Nord.

Les anarchistes ont parfois utilisé ce moyen de lutte, mais quand ils commirent des attentats, ce ne fut jamais au hasard, et chaque fois ils visèrent des ennemis de classe : des tyrans, hommes de pouvoir et d'argent.

Il est évidemment possible de s'interroger sur l'efficacité de tels actes, et, en adversaires convaincus de la peine de mort, leur préférer des méthodes moins expéditives, moins violentes. Il n'est pas question pour autant de demeurer indifférents ou hostiles lorsque, dans des situations extrêmes où le fascisme de l'Etat interdit tout autre mode d'expression, des militants prennent consciemment des risques et se trouvent contraints à employer cette forme de lutte contre la dictature en place. Dans ces cas-là, comprenant leurs motivations, nous devons au contraire nous tenir prêts à leur apporter notre soutien, à leur prouver notre solidarité, s'ils sont victimes de la répression policière et gouvernementale.

La véritable campagne d'intoxication qui est déclenchée depuis l'affaire du Boeing et ses suites, le front commun des capitalistes allemands et français contre les « terroristes », la chasse aux sorcières qui s'est ouverte, constituent autant de sujets d'inquiétude pour ceux qui, comme nous, craignent une renaissance d'une sorte de « social-fascisme ».

C'est la politique du chancelier Schmidt et de ses prédécesseurs qui est responsable des réactions violentes, désespérées, de ce noyau « dur » de jeunes révoltés, écorchés par l'incitation à la délation, par la tolérance complice à l'égard des mouvements néo-nazis,

par un conformisme étroit et de plus en plus insupportable. Baader et ses amis ne sont pas le fruit du hasard, ils sont le résultat de l'écrasement par le pouvoir du mouvement de protestation de la jeunesse allemande à la fin des années 60, du « décret sur les extrémistes » qui chassa des fonctionnaires de leur emploi, parce qu'ils étaient communistes ou partisans de la paix au Vietnam.

Que ces terroristes-là aient choisi une voie sans issue, que les prises d'otages soient — dans tous les cas — des méthodes inadmissibles pour des révolutionnaires, je pense que nous en sommes tous convaincus, mais nous n'allons pas pour autant hurler avec les loups, qui sont, eux, les véritables initiateurs du terrorisme, en interdisant, en monopolisant, en trouquant, en aliénant, en brimant, en exploitant, en gouvernant.

Les libétaires ne cesseront pas de dénoncer les tares et les vices de l'Etat, le premier des terroristes, et de mener le combat pour une société libre, désarmée, égalitaire, où tout sera à tous et à chacun.

Bernard LANZA.

Dernière heure : La grève de l'« Albrighi »

Neuf jours après le début du conflit, lundi 7 novembre, les employés de l'« Albrighi » réunis en Assemblée générale, s'entendent dire par la C.F.D.T. que leur grève est « illicite ». Alors que dès le début de la grève, la centrale s'était engagée à poursuivre le patron de l'« Albrighi » devant la juridiction compétente, elle s'aperçoit maintenant que les ouvriers seraient dans leur tort (alors que ceux-ci, n'ayant aucune compétence juridique, ont suivi ses conseils) et qu'il ne leur reste plus que la négociation... dans le genre : « repli en bon ordre ».

On a déjà vu la C.F.D.T. noyer une grève... Attendons la suite.

C.N.T.-HOTELLERIE.

Informations - Nucléaire

CRUAS

Une nouvelle offensive du nucléaire

Comme à Malville, E.D.F., à Cruas-Meysses dans l'Archèche, contre l'avis de toute une population et avec l'appui des forces de l'ordre, construit sans permis une centrale nucléaire. Cruas, qui est appelé à recevoir quatre groupes de 1300 MW, est situé à dix kilomètres au nord de l'agglomération de Montélimar et à trente kilomètres du plus grand chantier nucléaire européen (Tricastin-Pierrelatte). Evidemment, aucune étude sérieuse des conséquences écologiques de ces centrales, notamment sur les eaux du Rhône et en cas d'accident, n'a été faite. Aussi, le Conseil Général de la Drôme et de nombreux Conseils municipaux de la Drôme et de l'Ardèche s'opposent à l'implantation de cette nouvelle centrale. Qu'à cela ne tienne : E.D.F. pratique couramment la tactique du fait accompli. Mardi 18 octobre, à 10 heures du matin, les collectifs locaux étaient avisés par lettre de Paris que les travaux commençaient. En fait, depuis l'aube, bétonneuses et tronçonneuses étaient à pied d'œuvre pour déboiser et niveler, sans aucun permis, 35 hectares de terrain qu'on s'empressa de clôturer. E.D.F. joue sur les mots : tant que la cuve n'est pas arrivée, il ne s'agit pas de travaux nucléaires ! En attendant, on coule du béton. Ensuite : que voulez-vous, nous avons mis tant de fric dans

l'affaire, impossible de faire machine arrière.

Les ouvriers qui sont sur le chantier (une entreprise de Montélimar) sont en majorité des travailleurs immigrés. « On leur filait du vin pour leur donner le moral, on leur distribuait des gourds, au cas où... », rapporte l'hebdomadaire écologiste « La Gueule Ouvre-Combat Non violent ». Jusqu'à 17 heures, on réussit à éviter des bagarres avec les gens du pays. Mais, rapporte encore « G.O.-C.N.V. », « vers 17 heures, les gendarmes se pointent. Première sommation, etc... Bousculades. Les gens ne bougent pas. On appelle alors les gardes mobiles, casqués et armés comme à Malville. Ils cognent pour faire évacuer un pont. Les travaux peuvent commencer. »

Une fois de plus, en usant de la force contre les populations, l'Etat (« libéral » !) se montre sous son vrai jour. Une fois de plus, l'équation société nucléaire-société policière se trouve vérifiée.

Le même mardi soir, un poteau électrique était sectionné. Gros titre dans « Le Dauphiné Libéré ». L'E.D.F. en profite pour couper le courant, alors qu'elle sait très bien réparer sous tension. Manière de dresser les gens contre les écologistes, c'est très efficace : nous tous, des terroristes à abattre sans sommation !

Une marche fut décidée pour le dimanche suivant. Notables en tête

(moins les cocos, qui après coup de téléphone à Paris étaient revenus sur leur décision d'y participer : vous savez, le cycle provocation-répression, et puis la réunion des secrétaires du P.C., le même jour, qu'on ne peut pas remettre...), 5000 personnes se tapèrent douze kilomètres sous une pluie battante. Dans des conditions pareilles et sans aucune publicité, 5000 personnes cela veut dire quelque chose !

Oui, mais en attendant, les travaux continuent.

DAIMON.

Tribune libre

Les « commissaires politiques »

Cent cinquante « commissaires politiques » ont occupé le quotidien « Libération », le dimanche 23 octobre. Ils ont tenté d'imposer leur point de vue, ils ont donné des ordres, ils ont choisi l'injure, la calomnie, la force. Ils ont refusé la proposition qui leur a été faite de s'exprimer dans un journal qui ne leur appartient pas, et dont les journalistes ont eu raison de ne pas céder à la contrainte, de ne pas écrire sous la menace. Les « commissaires politiques » en question, ces autoritaires, ces apprentis dictateurs, ces terroristes de la phrase, ces fascistes en puissance, ces petits Staline grotesques, quelle n'a pas été ma surprise, ma stupéfaction, en apprenant qu'ils se réclamaient de la pensée libétaire !

Que « Libération » soit un canard confus, équivoque, qu'il publie des textes sans intérêt, qu'il n'offre guère de perspectives révolutionnaires, c'est bien possible, et je ne vais pas défendre un quotidien avec lequel je suis souvent en total désaccord. Mais, après tout, c'est l'affaire de l'équipe qui fait ce journal, c'est aussi l'affaire de ses lecteurs, de ses diffuseurs, et le courrier de « Libé » me semble assez large et libre pour que tous les avis puissent s'y exprimer. Comment les « occupants » de la rue de Lorraine pourraient-ils justifier leur intervention, leur chantage inacceptable ?

Les gens qui se sont rendus coupables d'une telle agression contre la liberté de presse, contre le droit à l'information, appartiennent à Poing Noir, à Marge, à Camarades, à Front Libétaire, à l'O.C.L., ainsi qu'à des groupes « autonomes ». Si les organisations précitées cautionnent le comportement de leurs militants (et il semble bien qu'elles aient organisé cette « occupation », les réunions préparatoires à ce haut fait d'armes ayant été annoncées dans... « Libération » !) elles prennent la lourde responsabilité de déconsidérer le mouvement libétaire dans son ensemble aux yeux de l'opinion. Cette attitude de pression et de contrôle, digne des « commissaires politiques » des Etats totalitaires, n'est pas pour me surprendre outre mesure, venant de la part de certains « communistes libétaires », chez qui « l'efficacité » et le « dynamisme » s'accompagnent volontiers d'un goût pour l'autorité et le centralisme... démocratique.

Bernard LANZA.

Un fût à déchets radioactifs est découvert sur la place du marché

Un fût métallique enveloppé de béton et marqué du symbole indiquant qu'il contenait des déchets radioactifs a été découvert, le lundi 31 octobre, sur la place du marché de Meulan (Yvelines), par des ménagères. Immédiatement prévenus, les pompiers de la ville ont transporté le récipient dans leur caserne et ont effectué les premières mesures de radioactivité avec les appareils dont ils disposaient. Celui-ci ont montré que les émissions étaient « quasiment nulles ».

Dans l'après-midi, la préfecture des Yvelines alertait le Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) et le Service central de protection contre les radiations ionisantes (S.C.P.R.I.), dépendant du ministère de la Santé, dont les spécialistes sont venus prendre

livraison du fût. Celui-ci, transporté au C.E.A., a été de nouveau soumis à des mesures de radioactivité. Selon un communiqué de la préfecture des Yvelines, cette radioactivité serait « totalement nulle ». Cependant, une enquête est ouverte sur cette affaire.

M^{me} Brigitte Gros, maire de Meulan et sénateur des Yvelines, a déclaré de son côté : « Il est scandaleux qu'un bidon contenant des déchets radioactifs puisse tomber d'un camion en pleine ville, sur un marché, alors que les autorités municipales ne sont même pas prévenues du passage d'un véhicule transportant un tel chargement. En outre, les inscriptions portées sur le fût ne permettent de connaître ni son origine, ni le danger qu'il représente. »

(« Le Monde », 2 nov. 1977.)

Gravelines: valise en vadrouille

Nous apprenons de source sûre qu'une valise contenant un appareil ou un produit émetteur de rayons ionisants — destiné à effectuer des tests à la centrale nucléaire de Gravelines, probablement sur les soudures — a été perdue il y a une quinzaine de jours, vraisemblablement à Loon-Plage.

Depuis, les services de police recherchent activement cette valise, allant jusqu'à recourir aux hélicoptères de l'armée de terre afin de localiser cette source radioactive dans la région. Nous ne savons pas jusqu'à présent si la valise a été retrouvée, d'autant qu'un black-out est maintenu sur cette information.

Le contrôle des soudures est une opération courante dans l'industrie. Pour traverser l'épaisseur des tôles fortes (celles de la cuve du réacteur par exemple), le technicien dispose de plusieurs systèmes. Pour cela, il faut des installations à rayons X, plus puissantes que celles utilisées, et avec quelles précautions, en médecine. Mais ces appareils à rayons X ne tiennent pas dans une valise ; de plus, ces rayons X ne peuvent être détectés que durant le fonctionnement de l'appareil qui les produit. Nous pouvons en déduire qu'il

s'agit de produits à radioactivité permanente émettant des rayons gamma, les plus pénétrants puisqu'à 40 m d'altitude un hélicoptère les détecte.

Celui qui détient cette valise court un véritable danger s'il l'ouvre sans les précautions nécessaires. S'il se sépare de son contenu, n'importe qui est à la merci d'une contamination accidentelle. Quiconque garderait cette matière radioactive sur lui ou chez lui court un grave danger. De tels accidents se sont déjà produits. Il faut rappeler que le 3 mai 1968 un ouvrier argentin travaillant dans une raffinerie empocha un objet métallique brillant qui traînait par terre. Il s'agissait d'une capsule de césium 137. Au bout de dix mois, les jambes amputées, il meurt le corps brûlé par la radioactivité.

Le Comité antipollution de Dunkerque (7, rue Royer, 59140 Dunkerque) enregistre de tels faits avec gravité, mais hélas sans étonnement. Une telle perte, aussi insensée soit-elle, est déjà possible chez nous bien avant que le chargement en combustible nucléaire se fasse dans le premier réacteur de Gravelines.

(« G.O.-C.N.V. », n° 181.)

Informez
Diffusez
Soutenez
"ESPOIR"

La teoría y la finalidad

Si con un poco de esmero analítico repasamos las producciones literarias, veremos que nunca como en la época presente se han agitado con tanto vigor las teorías de finalidad social. Nada tan divulgado como la «democracia», que como verbo refulege con magnitud exacerbada hasta en los más duros extremos del autoritarismo. Todos sus cantores se agigantan en pos del predominio; sueñan unos en restaurar monarquías, otros se esfuerzan en ampliar horizontes de dominio rojo, mientras matices similares en esencia política creen lograrán imponer su credo social.

El volumen de ambiciones de unos y otros es exorbitante; el grado idealista de todos restringido en potencia, y la calidad corresponde socialmente a lo nocivo. Mas ¿qué elementos pueden sustituir ese contenido político que busca dominar el mundo? Si la ideología adquiere relieve sólo por iniciativa de unos cuantos se hace indispensable la sumisión y la obediencia; esta finalidad no sólo deshumaniza al hombre, haciéndolo pieza mecánica de un engranaje estatal en el que todo es principio y función autoritaria. Es un tipo de estructura social en el que cabalmente convergen comunistas y fascistas.

La democracia, la independencia, la libertad de los pueblos, los derechos del hombre, en boca de los fascistas y comunistas es una falacia. Desde las brechas de oposición gubernamental esgrimen esos tópicos para sugestionar y adherir a las masas; son ellas, en tanto que volumen, el instrumento donde se apoya el liderazgo para lograr el poder, en ejercicio del cual se suprimen los tópicos antes defendidos.

Las soluciones políticas determinadas por fuerza masiva nunca originan superior condición social; si alguna vez logran modificar instituciones nacionales, que nunca remontan el nivel de posibilidades en que se ha desenvuelto el pueblo, la tendencia que prevalece en estos movimientos es reversible. En aquellos que patrocinan estas corrientes no hay interés en la formación de conciencias personales que, de acuerdo con el conjunto de su condición, determinen la suerte de todos.

Las masas populares, según la condición que se las pretende, están destinadas a ser monopolio de comunistas y fascistas; son dos ideologías de una misma savia, a las que no interesa el cultivo de la personalidad ni la responsabilidad social del hombre. Desde los soberanos autócratas a los dictadores proletarios buscan la influencia de la masa para con ella formar el firmamento de su poderío. ¿Hay alguna teoría de las que persigue este fin que se exceptúe? Ninguna. ¿Cuál es el valor de la multitud que se le reconoce después de haber servido como medio esencial para el logro de objetivos políticos? Ninguno. ¿La relación y horizonte de sus derechos? Este es un problema que en ninguna época de la historia han diferido sus características. La relación y horizonte de los derechos populares, prácticamente es proporcional a la capacidad y conciencia que la multitud pone directamente en su propia defensa.

Mírese como se mire a través del prisma político que se quiera, el contacto de los políticos y caudillos con la masa nunca fue para valorizar y materializar los derechos de sus individualidades; jamás se les reconoció otro ni más valor que el de instrumento

capaz de conseguir los objetivos personales de sus adalides. Entre los que buscan contacto con las masas para fomentar dominio político hay dos tendencias que, por considerarse modernas y antitéticas merecen estudio aparte; pues el hecho de llamarse comunista una y fascista la otra no es suficiente para diferenciarlas en esencia política ni en preceptos tácticos de dominio estatal.

La propaganda comunista, en los países donde a la conquista del Poder concurren otros núcleos opositoristas, utiliza como exposición y combate el derecho y la capacidad de los pueblos a gobernarse por sí mismos. A esto imprimen un matiz de superioridad social que no tiene la suerte de ser respetado tal como cuando la masa es acariciada, y valorizada, por los marxistas dedicados a la propaganda. Llegados al Poder, se produce un cambio radical. En el ejercicio gubernamental, los comunistas, al igual que para los demás gubernamentales, la masa sólo es un bloque inerte, sin personalidad en el establecimiento de condiciones sociales. A ese extremo sólo le corresponde la obediencia.

De las conclusiones a que en sus obras propagandistas llegan Marx y Lenin se desprende que el proletariado, en el marco del cual hay la totalidad de la masa que aluden, ha de ser el impulsor y determinante, por lo que la sociedad será expresión de sus sentimientos e inteligencia. Este es el precepto táctico para lograr el objetivo político que, sin dejar de ser fraudulento, siempre practicaron los marxistas. Lo testimonia el imperismo político staliniano, anulando brutalmente las manifestaciones de la periferia popular. Y ello lo justificará diciendo que «la masa es incapaz de gobernarse, y, por lo tanto, precisa ser encauzada por el criterio de los hombres menos falibles».

De este modo, según la esencia del comunismo autoritario, la masa empieza siéndolo todo para terminar no siendo nada. Lo es todo en los momentos de competencia electoral, considerando que sólo el volumen humano puede ser el contrapeso arrollador de los demás sectores de opinión apuesta al marxismo. Y se reduce a nulo el valor de ese contenido popular cuando se conquista el Poder, por la constitución de un engranaje de fuerza, como es el ejército, la policía y la burocracia. Añádase a ello los cuerpos especiales, de oculta acción eliminatória, con carta blanca para acabar con disidentes y opositoristas.

Observando los sistemas totalitarios que aludimos, vemos que la masa es el factor medio e indispensable para la consecución del Poder. Sin embargo, en la práctica de manejar la multitud hay menor lealtad en los comunistas que en los fascistas. Al dirigirse a la masa, los primeros dicen que ella es la representante de la idea, la potencia decisiva, a la que los hombres de su gobierno deben obedecer y respetar las iniciativas de la misma.

En este factor, entre comunistas y fascistas hay una pequeña diferencia, aunque de gran importancia. Los fascistas son nacionalistas, claman por un caudillo y por su patria, a quien prometen obediencia, abnegación y vidas a las determinaciones gubernamentales emanadas del máximo Poder. De cualquier modo, la ejecutoria gubernamental de fascistas y comunistas es la misma; en la finalidad social están identificados.

Severino CAMPOS.

ESPOIR



HEBDOMADAIRE ♦ ORGANE DES UNIONS RÉGIONALES DE LA C.N.T.F.

20 DE NOVIEMBRE 1977

FRAGUA SOCIAL Análisis de la situación post-electoral

Las elecciones han llevado a término el proceso de la reforma política; ésta trata de evitar la «ruptura democrática» por lo que de posibilidad de revolución conlleva al perder el control de la misma, como en el caso de Portugal, aglutinando alrededor de Suárez y la Corona a todas las fuerzas franquistas: Clero, banca, ejército, policía, funcionarios y capitalistas en general. Al mismo tiempo trata de subordinar a este eje de aglutinamiento de fuerzas franquistas a la oposición, papel que ha tomado con gusto y que todavía hoy juega.

La reforma como obstáculo insalvable para el estallido de la revolución y la desintegración del Estado ha fracasado, lejos de recomponerse, el Estado ve desintegrarse todos sus componentes, distanciarse y enfrentarse a unos con otros. La relación entre las clases, en lugar de haber mejorado para la burguesía, se ha vuelto en su contra. El gobierno de Suárez no goza del amplio margen previsto para su victoria, y ellos, Juan Carlos y U.C.D., concedores de los resultados reales de las urnas, saben, pese a la manipulación de los resultados, se encuentran cercados por los trabajadores, que lejos de votar al centro han votado contra lo que representa:

inmovilismo, continuidad franquista a través de Juan Carlos, etc.

Metidos en esta situación, el gobierno, que es de los capitalistas, trata de abrirse paso entre medio de las clases, ignorando su lucha o haciendo que la ignora, al tiempo que toma partido por la burguesía (¿cómo no?), pero sin llevar hasta el final esta toma de posición, lo que le procura un distanciamiento con los sectores que lo alimentan, como es, por ejemplo, el caso de la banca.

De este modo el gobierno se vuelve más débil que nunca y se encuentra inmerso en un mar de dudas: no acepta la patronal el laudo para la construcción en Asturias, boicot financiero de los bancos hacia las empresas que sobre la base de la indecisión del gobierno para establecer el tipo de interés del

capital, se permite provocar una restricción de la cantidad de dinero destinada a créditos que de forma absolutamente artificial colapsará a infinidad de empresas al tiempo que provocará una contracción del mercado, originando distorsiones en la gran industria, que únicamente sabrán solucionar con un alza de precios, quedándose reducidas sus perspectivas de colocar sus productos en el mercado interior. A todo esto habrá que añadir la inflación lanzada desde el gobierno, y esto bastará para comprender el carácter de los momentos en que vivimos: el de la descomposición del Estado y de la agudización de la lucha de clases.

(De «Fragua Social», n.º 8. Órgano de la Confederación Regional del Trabajo del País Valencià, portavoz de la C.N.T.-A.I.T.)

Castilla libre

Alternativas al decreto sobre acción sindical en la empresa
Acción directa



—Eso es lo que yo llamo: «Estar en el sentido de la historia.» (Santiago Carrillo).

Es evidente que en una sociedad basada en una explotación del trabajador asalariado por el capital y el Estado, los conflictos entre aquél y éstos son inevitables y surgen cada día y a todos los niveles. El interés fundamental del capital y el Estado es disfrazar estos conflictos, haciéndolos entrar en unos cauces, en que la relación directa entre los trabajadores y aquéllos sea suplantada por unos «organismos representativos» donde las aspiraciones de los trabajadores queden reducidas a las meramente reivindicativas, anulando así el potencial revolucionario de éstos.

Al mismo tiempo se fomenta una élite de representantes de los trabajadores al dotar a aquéllos de poder de decisión y negociación por encima de la asamblea y dárles facilidades que el resto de sus compañeros no poseen.

A causa de esto, los representantes quedan corrompidos por la misma práctica del poder, atrapados en aquellos cauces creados, incluso, con la colaboración de sindicatos y organizadores reformistas.

En definitiva, el Decreto sobre Acción Sindical en la Empresa, basado en el anteproyecto de

CONTINUA EN LA PAGINA IV ♦

Cunden el malestar y la agitación en España. En Barcelona más de cien mil manifestantes contra el contubernio de la Moncloa.

ón internacional * colaboración internacional * colaborac

Resplandores

Vigencia de la A.I.T.

ESTA escrito que todo anochecer tiene su aurora. Desde que el mundo existe, todo invierno es seguido de la fecunda primavera. No hay tormenta, por arrolladora que sea, que no anuncie un nuevo clarear del sol. El día de las manumisiones no logradas, también se levanta. Y los esclavos se rebelan para conquistar su libertad.

Ha sido en París, la ciudad de la fantasía y el buen gusto, luz y faro de las civilizaciones viejas y nuevas, donde ha tenido lugar, los días 30 y 31 de octubre y 1º de noviembre, la reunión sucesiva del Secretariado de la Primera Internacional Obrera, con la asistencia de la F.A.U.D., la C.N.T.-F., la C.N.T. de Bulgaria y la C.N.T. de España.

El Secretariado General de la A.I.T. ha dado lectura a la numerosa correspondencia recibida de todos los países donde los postulados sindicalistas revolucionarios tienen echadas raíces y dan su eclosión como signo de vigencia y permanencia. Cabe reconocer que el informe presentado por el Secretariado ha sido denso y brillante a la vez. Resurgir anarcosindicalista en la Italia anárquica y malatestiana puesta en causa por los lacayos y monicacos de Moscú; desarrollo progresivo en la Alemania federal; expansión y crecimiento en los pueblos europeos del Norte; y arraigo indestructible en otros países de América, Asia y Europa.

Con suma atención se ha estudiado el planteamiento y preparación del próximo Congreso de nuestra Internacional. Es competencia del Secretariado, no nuestra, anunciar fecha y lugar de su celebración. Pero una convicción nos alienta: este Comicio Internacional puede y debe abrir las puertas a un renacer de actividades, informaciones, labores, relaciones, haceres, trabajos y esperanzas, que nos posibilite y prepare para extender y afinar los predicamentos libertarios en todo el mundo de acuerdo con las exigencias, responsabilidades e imperativos de la hora actual, llena de resplandores anarcosindicalistas anunciados en el horizonte de España.

Al finalizar las tareas de informes, trámite y gestiones, hemos tenido el placer de recibir una Delegación fraternal de la S.A.C. Ni que decir tiene que este acontecimiento nos emocionó a todos. Imposible negar la evidencia. Los anarcosindicalistas constituimos una familia, que tiene sus disputas y alternativas, como todo el mundo no inmundado; pero nadie nos gana a comprendernos con respeto, a tolerarnos con fraternidad, a decir las cosas por su nombre, amando a los hombres y a las mujeres que son nuestros hermanos, y sobre todo, a querer lo que merece ser querido: la idea madre que a todos nos une moralmente.

¿Qué ha sido el discursar prometedor de este reencuentro anarcosindicalista? Sinceridad por parte de los compañeros de la S.A.C.; fidelidad manifiesta por parte de las delegaciones a todo lo que forma parte de nuestra doctrina y de nuestra historia; y cariño acendrado de la C.N.T. de España, que ha sabido captar y medir el Secretariado Internacional. Como conclusión de esta entrevista, ¿qué cabe esperar?

Días prometedores, acciones conjuntas, trabajos cohesionados. Soy de los que creen en el hombre, en los seres todos que tienen buena voluntad y mejores intenciones. Quien tiene fe en sí mismo ha de creer en los demás. Los idealistas son buenos. Me sentiría desdichado si lo que intuyo no se realizara convenientemente. Mas si lo que espero se realiza, no será el único que paladeará el sabor del pasado recordado, del porvenir que alumbrará en el horizonte. Generosidad y tolerancia, vigencia y eclosión de la A.I.T., a la que algunos pretenden arrinconar sin conseguirla.

La A.I.T. ha sufrido todas las pruebas. Se ha visto azotada por la tempestad totalitaria en pleno océano de desolación. Pero los timoneles del ideal, la han sacado a flote, llevándola a buen puerto. En las nieves de Suecia se conservó viva y pura. Más tarde pasó a Francia, donde emprendió rumbos ciertos. Y hoy, la nave histórica del Sindicalismo Revolucionario navega viento en popa, a toda vela, como dijo el poeta, orientando su derrotero hacia la sociedad libre de nuestros deliquios más preciados: la anarquía.

No se puede con los hombres ni se doblega a la idea. Lo que ayer fue dicho y hecho, escrito y grabado queda. Pero que hable por nosotros en sus versos Espronceda:

«Que es mi barco mi tesoro,
que es mi Dios la libertad,
mi ley la fuerza y el viento,
mi única patria, la mar.»

Sí; la A.I.T. es un tesoro ético-moral que no debemos dilapidar, pues es el mensaje de la emancipación dirigido a todos los trabajadores del mundo. Es una idea gloriosa hecha carne, hueso, piel y sangre de la libertad, siempre joven. Nuestra fuerza reside en la organización que se transforma en viento vital, en energía caudalosa que remueve todos los elementos naturales del Universo.

La barca de la A.I.T. avanza, traza rumbos, lleva un mundo nuevo en sus entrañas. Marineros de todas las latitudes, timoneles de todos los navíos, explotados y rebeldes conscientes de todos los países, fue Colón quien gritó desde su embarcación: «¡Tierra, tierra!» ¡Sí! Tierra libre, tierra madre, tierra buena! Se ha de cumplir tu palabra porque eres el germen de la vida, el resplandor de todos los renacimientos.

ENVIO:

Cuando un anarquista muere,
se siembra para crecer.
De pie vive el árbol viejo:
¡Cien acaban de nacer!

Ramón LIARTE.

A.I.T. - Contra la represión

EL SECRETARIADO DE LA A.I.T., REUNIDO EL DÍA 31 DE OCTUBRE 1977, EXPRESA SU SOLIDARIDAD CON LOS COMPAÑEROS LIBERTARIOS DETENIDOS DEL PERIÓDICO «LUFO-BUG» Y EL SOCORRO ROJO DE BERLÍN-OESTE.

CONDENA LA REPRESIÓN BRUTAL EN LA R.F.A. Y PIDE LA LIBERTAD INMEDIATA DE LOS DETENIDOS.

Alcañiz - RUBI - Fraga (1)

El sol continúa tostando a todos, feliz es el que puede colocarse en la sombra. En la tribuna la situación es inaguantable; alguien lleva una sombrilla. En efecto, da pena ver a Federica, a su edad y recién salida de clínica, allí expuesta al sol como una condenada. Le ponen pues la sombrilla. Muchos nos alegramos del gesto, y miles de agradecimientos fueron dirigidos con el pensamiento al desconocido benefactor. Han pasado así cinco minutos durante los cuales se han leído adhesiones varias. Va a hablar Juan Ferrer. Ya es anunciado cuando algo ha ocurrido en la citada tribuna. Se nota un cuchicheo e inmediatamente Montseny rechaza la sombrilla. ¿Qué ha pasado? Nos lo dirá ella misma al empezar el discurso.

Discurso de Juan Ferrer.

«Salud compañeros: Cuando se me propuso venir a este mitin de Rubí pensé que había dos buenas razones para venir, una era el carácter significativo de la presencia en este mitin del secretario de la A.I.T.; el otro elemento significativo es que se me ocurrió convertir este mitin en un acto con un significado especial, un acto que recordara especialmente al compañero Valero, de la F.L. de Rubí, difunto ya desde hace meses, y para todos los que de alguna forma, aunque por poco tiempo, hemos vivido la época de la clandestinidad, hablar de Rubí era hablar también de Valero, igualmente que hablar de Terrasa era hablar de Padilla. Desearía, pues, que este mitin se convirtiera no sólo en el mitin del 17 de julio que celebra el 19 de julio de 1936, época del inicio de la Revolución en España, sino también el mitin que recordara a través del compañero Valero a todos esos hombres que durante años han mantenido una estructura organizativa de una forma o de otra, a un nivel u otro, para que la continuidad que nos liga con la C.N.T. del 36-39 no se pierda ni se perdiera jamás. Recordar a Valero es recordar aquella época de la C.N.T., época que todavía es reciente, en agosto de 1975, cuando caía un Comité nacional que tenía su sede en Cataluña, aquella época

en la que, cuando íbamos a recoger la propaganda en tal o cual lugar, nunca sabíamos si por el camino íbamos a ser capturados por un control rutinario de la Guardia Civil o por cualquier tipo de sanción que hubiéramos podido cometer, y allí en el coche nos pillaran con todo el cargamento. Aquella época que, cuando caía un Comité temblábamos todos los que de alguna forma estábamos concertados con él; aquella época que aunque pareciera lejana —escasamente es de hace dos años—, donde cuando uno tosía, los demás estornudábamos, porque no sabíamos donde se empezaba a toser y donde a cantar. Recordar aquella época de la C.N.T., es necesariamente recordar a la C.N.T. de aquella época porque, compañeros, entonces sólo había C.N.T.

Los tiempos han cambiado, es decir, algo ha cambiado, y en virtud de ello es necesario ajustar las estructuras orgánicas para volver a levantar de nuevo los sindicatos.»

La cita de Sans.

«Recuerdo cuando el año 72, cerca de Castellón, un grupo de antiguos militantes juraba y mantenía que jamás volvería a levantarse la C.N.T. Me quedé sorprendido cuando aquel mismo grupo de militantes estaba presente y tomaba la palabra en la asamblea de Sans de febrero 1976. Me extrañó ver a los que habían dicho que la C.N.T. jamás levantaría la cabeza, que las siglas de la C.N.T. desunían en lugar de unir y que por consiguiente era preferible levantar Uniones de Trabajadores Sindicalistas o cualquier otro tipo de sindicato antes que C.N.T.

Pero en Sans no estaban solamente ellos, antes de Sans, la militancia confederal se movía, y a Sans se acudía para levantar de nuevo a la C.N.T., a proporcionar ese cambio de vida clandestina a la de constitución pública de los sindicatos.

En Sans no sólo estaban los 8 o 10 compañeros que aludo; en Sans estaba toda la juventud, y la decisión de levantar los sindicatos C.N.T. fue unánime. Es que además no había otro medio, porque el pueblo no tiene otra palanca, ni otro agarradero para hacer

frente a la explotación y opresión del capital y del Estado.

Por eso estar en Rubí, y hablar de Valero, es encontrar una especie de eslabón que nunca se podrá desenterrarlo, sacarle brillo y darle a conocer. El tributo mayor que se le puede hacer a Valero consiste en ser rabiosamente más revolucionarios que nunca. Gracias a los hombres como él se puede constatar una continuación C.N.T. desde el 39 al 77. (Aplausos.)

Muchas cosas se han dicho, y yo no quisiera repetir las. Pero quiero dejar claro que esto entronca de alguna forma con las necesidades que hoy volvemos a tener planteadas.»

Y, con voz más bronca, Ferrer continúa: «No podemos quedarnos en fiesta, no podemos limitarnos a mítines; no es bastante la alegría de unos momentos de encuentro fraternal, como tantas veces se ha dicho.

Si hoy recordamos también al 19 de julio de 1936, es porque ese día se abrieron todas las puertas que el día 18 los patronos habían cerrado. Las fábricas se abrieron para los trabajadores; ellos las pusieron en marcha y las colectivizaron. Se puso en marcha la producción en defensa de una Revolución. Una defensa y una Revolución que se hacían ni con fiestas ni en fiestas. Eso no se hizo de la noche a la mañana.

Eso se hizo y fue posible gracias a una organización sindical potente y fuerte.

¡Compañeros! Queremos realmente la Revolución. Tenemos que reconocer el atrevimiento de nuestra Organización en España, cuyo objetivo insoslayable hoy es: organizar sindicatos.»

Aún nos habla Ferrer de la cualidad anarquista de la C.N.T.; crítica a las elecciones; distingue la revolución social de la sindical; la farsa del parlamento, de la C.N.S. Del papel que pueden jugar el boicot y el sabotaje, dice también cosas interesantes.

Un lenguaje, el de este Ferrer, propio de un auténtico militante de solera.

M. CELMA.

(1) Ved también «Le Combat Syndicaliste».

Informe de lo ocurrido en la Prisión Modelo de Barcelona durante la noche del 29 y 30 de octubre

COMITÉ PRO-PRESOS

12 h 15: Dan la relación anterior.

Heridos que quedan ingresados en los hospitales: Alejandro Martínez Albiñana, Diego Rumun Rojas, Angel Fernández Franco, Juan Casajuana Pera.

Reingresados en la Modelo: José Fernández Franco, Rafael Blanco Ginés, Manuel Malla Parada, Fernando Fortunato Alves, José Molina Jaime, Juan Sánchez García.

11 h 30: Los familiares, agrupados en la puerta de la cárcel, esperaban tener datos de sus respectivos familiares, por lo cual salió un funcionario de la cárcel llamado D. Elías a quien fue convenciendo a la gente, diciendo que la cárcel estaba inundada y que ya no pasaba nada dentro.

Por información posterior podemos afirmar lo siguiente: el promotor del motín es el Jefe de Centro D. Eugenio Ribari Carbajal, por su actitud en la 5ª galería.

A las 13 h 25 reingresaron Tomás López y José Luis Ibáñez con heridas leves, estando en observación.

Ginés Martínez Cano, vecino de la Modelo, recogió una nota salida de la 5ª galería, que decía: «Vió en el patio de la 3ª galería a dos enfermos que llevaban a un preso en camilla a resultados de haberse caído de la cúpula.»

Un preso comunica desde su ventana con el exterior en la 5ª galería y notifica que posiblemente se haga huelga del hambre.

NOTAS DE LA TARDE

Convocada una rueda informativa en los locales de Casal de la Pau, con familiares de presos. Informan abogados al respecto de los distintos intentos de comunicar con los presos sin conseguirlo. Se confirma que no existe ninguna muerte al respecto del motín. Hasta el momento no se ha realizado ningún traslado, si bien ello se estaba estudiando debido a las malas condiciones en que había quedado la cárcel, siempre según el Director del Centro.

Entre la excitación de los familiares se llega a varios acuerdos: 1º Se mantiene asamblea permanente en dicho local (Bruch 26) a más de permanencias en los alrededores de la Modelo a fin de ir pudiendo dar las informaciones que se filtren. 2º Comisión voluntaria que entrara en la Modelo junto con abogados, a ver al Director, con el fin de recoger más información al respecto de heridos, muertes y posibles trasladados.

Ya en la Modelo, la comisión del punto 2º informa que el Director asegura que no hay ninguna muerte, los heridos mejoran y que todavía no se ha efectuado ningún traslado.

Los funcionarios se niegan rotundamente a llevar a cabo sus funciones habituales y el mando de la Modelo ha sido asumido por la Policía armada.

CONTINUA EN LA PAGINA III

ión internacional * colaboración internacional * colaborac

Tierra y Libertad

Los que se van

Blanca Egleas Montseny



Cierto. Blanca nos ha dejado para siempre. Y a partir del instante en que la compañera Conchita Subirats nos comunicó la fatal noticia, la silueta de la que fuera querida Blanca, se nos aparece tal cual la vimos en la reunión de información que se efectuó al regreso de España, en donde, por primera vez, después de más de 40 años, su madre, Federica, tomaba parte en el mitin de Valencia convocado por la C.N.T. y, como en su estancia en la tierra que nos vio nacer, tuvo ocasión de hablar con representantes de la organización confederal y anarquista

y pulsar el ambiente que se respiraba entre la militancia, a su regreso, a requerimiento de los afines vino a narrarnos lo que ella había visto y vivido.

Y ella, destacada, por méritos propios, pese a su juventud, en la Comunidad antropológica, con la sencillez del pedagogo que se confunde con los alumnos a la hora de la clase o en el recreo, nos fue explicando todas las fases positivas y negativas que en la recuperación del movimiento libertario había observado. Nos compensó —al afirmar que el movimiento se abría camino, porque de verdad se andaba— cuando en su habla nos proporcionó la satisfacción de constatar que nuestros desvelos y años de lucha no habían sido inútiles. Y la narración hecha con tanta sencillez, con tanta llaneza, afirmaba su personalidad en las ideas y su valor profesional en tanto que profesionalista o investigadora científica.

Hija de valerosos militantes y preclara compañera, nieta de una de las figuras más señeras del anarquismo ibérico: —Soledad Gustavo— y también de «Federico Urates» no desmintió el valor y la comprensión que en sí encerraba. Cuando alguien presente en la reunión, le hizo alguna observación que podía mal interpretarse, rápidamente atajó: «No estoy alineada con nadie. Mi madre y mi padre pensarán por sí mismos, pero yo determino por mi propia interpretación. Que ello conste que es así.»

Blanca no alegrará más con su presencia las giras campestres de los consecuentes confederales y anarquistas que aún quedamos en México. Y sin embargo, nosotros, no podremos olvidar que hacía ocho años por dictamen médico conocía que iba a morir en plena juventud. Y valiente, con la serenidad que dan las convicciones en la persona sincera y que lucha por la Verdad y la Libertad, Blanca seguía su vida de estudio y dando sus conocimientos a los maestros, sin que los propios padres de tal enfermedad tuvieran indicios.

Blanca Egleas Montseny se nos ha ido. Nuestro último y emocionado recuerdo para ella.

A nuestros entrañables Germinal y Federica les deseamos sobreleven con entereza la pérdida de un ser tan querido. La lucha aún requiere de nuestra presencia y por consiguiente nos obliga a mantenernos de pie.

EL GRUPO TIERRA Y LIBERTAD.

(De «Tierra y Libertad» de México, n.º 397, septiembre-octubre 1977.)

In memoriam

«...Jamás se van del todo los seres a quienes amamos y que nos han amado. Que ellos están con nosotros, a nuestro lado; en los pétalos que un día contemplamos juntos; en aquel atardecer que nos vió con nuestras cabezas unidas; en las páginas de aquel libro o en las estrofas de aquel poema que un día nos emocionó por igual. Y Blanca estará siempre junto a ti, Federica. Muy cerquita de tu corazón y de tu evocación. Al pie de aquella sillita donde se sentaba de niña y tu veías vacilante, titubeante por insegura y por pequeña... No se ha ido del todo. Vive en tu memoria eternamente, porque eternidad es precisamente eso: la gran dimensión del recuerdo que dulcifica y embellece nuestras vidas. Y un día —cuando nos vayamos todos tras aquella locura de luceros de que nos hablaba el buen Federico— la encontrarás plétórica y dulce por esas enigmáticas sendas siderales...»

Yo quisiera decirte muchas cosas, Federica. Poderte llevar ese consuelo imposible de las cosas irremediables y fatales. Poder llevar a tu alma un destello de auroras nuevas, en el que la ternura fuese la mejor de todas las estrofas del poema de mi consuelo. Pero no sé. En estos casos, nadie sabe...

No obstante, desde aquí, desde un rincón olvidado de la más pequeña y triste de las provincias españolas, entre los riscos de esta cantera de caliza en que trabajo, quiero enviarte un abrazo muy fuerte —también para el inolvidable Germinal— y decirte que no estás sola en tu dolor, hermana del alma, hermana querida... Que te recuerdan millones de amigos esparcidos por todas las sendas del mundo y de la vida, y que de todas partes te llegan palabras, palabras, palabras... Pero que las palabras son la base de ese gran poema de pocas letras con las que se escribe el concepto maravillosamente universal que une y dignifica a todos los seres: AMOR... Amor noble, puro, sentido y lo suficientemente potente como para formar la más recia de las cadenas. La más recia y la más sutil. La más bella...»

(De una carta del compañero y poeta Vega Álvarez.)

Prisión de Barcelona...

VIENE DE LA PAGINA II

Últimas informaciones aseguran que han comenzado a producirse los traslados.

C.N.T.-A.I.T.
Comité Pro-Prisos
F. L. Barcelona.

COMUNICADO MEDIODIA
DEL 31 DE OCTUBRE

Todo empezó sobre las 20 h 30.

Un grupo de reclusos se lanzó al centro. Los que estábamos castigados quedamos cerrados y se rompieron las puertas.

Salimos todos al patio y cantamos la Libertad o la Muerte. Trece heridos en total graves, entre ellos un héroe que se arrojó a las llamas y fue salvado gracias a ir mojado y por la intervención de seis compañeros. Un niño, pero un hombre de 16 años, fue el que inició el ascenso al tejado por el pararrayos y, tras él, uno a uno, hasta 120.

Estamos 36 horas sin agua, sin nada de ropa, hacemos las nece-

La cuestión social en el ateneo de Madrid

...La intolerancia y el fanatismo llega hasta el punto de no dejar concebir que cuando hombres de tan claro talento como son algunos anarquistas y de tanto saber como reúnen otros que sustentan las ideas libertarias, es preciso que en la anarquía haya algo más que una aberración mental o que un iluminismo. Cuando menos, lo que estos hombres deben inspirar, es respeto.

El socialista no puede llamar loco el anarquista por varias razones; en primer lugar, porque el calificativo es viejo y está gastado en materias científicas; locos fueron muchos de los que la religión venera y que la ciencia admira; y en segundo término, porque los socialistas corren el peligro de merecer tal nombre de los que no conciben una sociedad mejor organizada que la presente. Por otra parte, dos de los pocos hombres españoles que han merecido ser tenidos en cuenta en el extranjero, creen que la humanidad puede vivir sin leyes coercitivas, escritas, y que el hombre puede gobernarse por sí mismo. Y esto bien merece un poco de atención y de respeto, porque no vamos a llamar locos a todos los que no piensen como nosotros: el argumento sería demasiado cómodo para surtir efecto, y sería, sobre todo, poco eficaz cuando va dirigido contra una clase de gente que devuelve todas las pelotas.

No queremos citar a ningún anarquista militante de España, ni siquiera al señor Medinaveitia, que no teníamos el gusto de conocer como anarquista, y que para nosotros se ha revelado en esta contienda, el señor Medinaveitia bien podría detener la prodigalidad de ciertos adjetivos y abrir los ojos de la razón a los que han puesto encima de la palabra anarquía, la de degenerados y locos, para salir del paso más fácilmente. Citaremos a dos personas que, por la circunstancia de no haber intervenido en esta discusión, no se han creado antagonismos, y que por su fama de sabios, aquí y en todas partes, no podrán ser llamados locos sin que la risa o el desprecio de los presentes haga volver atrás la palabra que aquí se ha puesto tan en boga. Se trata de don Francisco Giner de los Ríos y de don Pedro Dorado Montero. Estos dos señores han dicho, el uno, que la humanidad puede vivir sin leyes, y el otro, que día ha de venir en que el hombre se gobierne a sí mismo. Oigamos al primero: «A esta escuela sí que se puede confiar la obra profunda que era excesivo esperar de la antigua: obra de educación y elevación integral del pueblo, de edificación interior, de unidad del espíritu, desgarrado hoy por frecuentes abismos entre la idea y el sentido ético; con la cual se irán atenuando las formas todas de la brutalidad en el mundo, agresivas o astutas, cínicas o violentas: la guerra, el motín, la insurrección, la esclavitud de la mujer, la explotación del hombre por el hombre... infinitas, y entre ellas, el delito, síntoma del estado de inferioridad del sujeto para

CONTINUA EN LA PAGINA IV

Esto y aquello

El anarquismo y la lucha armada

«Son las masas las que hacen la insurrección, pero las masas no pueden prepararla técnicamente.»

Errico MALATESTA.

Por lucha armada vamos a definir a un movimiento cuyas características preeminentes son las que giran alrededor de la preparación y la acción guerrilleras bien sea urbanas o rurales, y que pretende la movilización de las masas trabajadoras a través puramente de la espectacularidad de sus acciones contra las bases materiales de la dominación estatal capitalista. Así, son o han sido partidarios de la lucha armada como vía hacia la instauración del socialismo, la gente de E.T.A., el F.R.A.P., el P.C.E. (Internacional), los Tupamaros, las F.A.L.N. venezolanas, el E.L.N. boliviano y colombiano, las F.A.L.N. colombianas, y los diversos grupos o conjunto de grupos que todavía se mantienen —a pesar de la férrea represión— en Guatemala, en Nicaragua (el Frente Sandinista de Liberación Nacional), en México, en la Argentina con trotskos y peronistas del ala radical enguerrillados. Las características que definen al M.I.R. chileno, sobre todo al que se opone críticamente al gobierno de Allende, no corresponden a un movimiento propulsador exclusivamente de la lucha armada, aunque sí lo sea ahora en la resistencia contra el régimen fascista. ¿Cuáles son las características ideológicas de tales movimientos? En primer lugar, es común a casi todos ellos la denuncia del colonialismo a que está sometida la población por cuya liberación luchan. Son reflejos de la lucha armada anticolonialista derivada de la guerra argelina, china, vietnamita, cubana... En segundo lugar, el foco guerrillero es el núcleo dirigente de la lucha armada y de la lucha de masas, y, en caso de salir victorioso, se metamorfosea en el nuevo poder político que instaura, en nombre de sus abstracciones ideológicas, una dictadura que podría llamarse del proletariado, o tener con este esquema del marxismo una similitud inequívoca. En tercer lugar, la composición de clases de la guerrilla resalta su extracción pequeño burguesa, siendo, a decir verdad, un movimiento de la pequeña burguesía radicalizada. Este aspecto no sería cualitativamente diferenciador si la guerrilla no se erigiese en especialidad separada de la lucha de masas, forjándose toda una estructura jerárquica a la usanza del militarismo no impugnando por consiguiente el pivote autoritario del sistema: la diferencia entre dirigente y ejecutante en la propia acción y en la teoría revolucionarias.

Por su parte, los anarquistas revolucionarios preconizan la lucha armada contra las bases materiales del sistema de explotación pero no como una actividad separada de la lucha de masas, sino como una actividad que se disuelve en ésta y surge solamente cuando los propios trabajadores se ven requeridos de afrontar a los cuerpos represivos del sistema mediante la defensa armada. Sin embargo, el propósito anarquista en la lucha armada no tiene exclusivamente una opción defensiva. El anarquismo plantea que al estallar la huelga general revolucionaria, al paralizarse la actividad económica del sistema por la acción coordinada de los sindicatos revolucionarios, el poder burgués reprimirá con todos sus medios —económicos y militares— la osadía de la clase trabajadora y, en tanto el Estado no sea derribado, y, por consiguiente, destruidas sus fuerzas armadas, por la acción armada de los propios trabajadores, la huelga general revolucionaria no podrá sino tener un éxito a medias, imposibilitados como estarían los trabajadores de continuar una paralización del trabajo más allá de sus propias fuerzas económicas. En tal sentido, se requiere una preparación previa mediante el azuzamiento de los cuerpos represivos del sistema por la acción de los grupos contra-represivos; mediante la acción preinsurreccional en todas aquellas poblaciones en las que las motivaciones de sus moradores sean suficientes y necesarias para que insurjan contra las fuerzas del orden estatal. La clase trabajadora sólo se emancipará a sí misma en la medida que sea capaz de combatir victoriosamente a la infraestructura defensiva/ofensiva del capitalismo y del Estado: en la medida que sea capaz de destruir el ejército, la marina, los cuerpos policiales y parapoliciales y, en fin, todo el universo represivo de que está dotado el sistema. Es necesario advertir que muchos anarquistas no comparten este planteamiento, con lo cual no dejan de ser revolucionarios por ello, haciendo, empero, hincapié en opciones no violentas para el cambio social, opciones que teniendo una validez práctica indiscutible derivan en la mayoría de los casos en frustraciones para sus realizadores y en hondos sentimientos de impotencia en la lucha por la abolición de la opresión política y la sujeción económica. También algunos arguyen inmadurez en las circunstancias que rodean a la preparación insurreccional y pretenden orillarla hacia etapas en que el movimiento de masas haya consolidado posiciones más seguras. Empero, aquí habría que advertir un serio riesgo, puesto que estando el movimiento de masas encuadrado en sindicatos de origen revolucionario, sería ilusorio negar que el sindicalismo tiene una alta propensión a devenir en institución conservadora de sus logros y de sus proyectos y, hasta ahora, se puede comprobar con facilidad, en cuanto los trabajadores alcanzan cierto nivel de reivindicaciones del sistema no pretenden su cambio sino continuar avanzando por el camino de la reivindicación. En buena dialéctica, es innegable que en todo movimiento revolucionario de masas hay una buena carga de reformismo, que si bien va parejo al espíritu revolucionario hasta la mitad del camino, luego puede y normalmente es así, se escinde buscando su propia supervivencia como movimiento. Para el anarquismo revolucionario el sindicalismo es un medio —idóneo— para la emancipación de la clase trabajadora, pero eso no implica que el día de vertebrar la nueva sociedad serían los sindicatos los organismos únicos para tal menester: la amplia gama de instituciones que surgirían como coordinadoras de la administración de las cosas y como agrupamientos humanos libres y espontáneos nos hacen dudar —como en buena lógica propone la filosofía y la metodología del anarquismo, al decir de Meila— de toda sistematización apriorística sobre la forma y el modelo que los hombres, liberados y emancipados de la autoridad por sus propios esfuerzos, pondrán para la realización de sus fines humanas e intrascentes.

(Continuará.)

Floreal CASTILLA.

* actividades de nos camarades espagnols *

* comunicados *

AGRUPACION CATALANA DE PERPIÑAN

Convoca asamblea para el sábado, 19 de noviembre, a las tres de la tarde, en el local social de la C.N.T.

Esperamos la asistencia de todos los compañeros.

El Secretariado.

F. L. DE PORTET

Esta F.L. comunica a sus afiliados que celebrará asamblea el próximo domingo, día 20 del corriente, en el lugar y a la hora de costumbre.

El Secretariado.

PARADEROS

El compañero José Barris desearía entrar en contacto con el compañero Antonio Delgado, que al parecer vive en Forbach (57600, Moselle).

Trabajaron juntos en el barrage du Chastaus-Glenmy (Corrèze).

Escribir a José Barris, 23, av. Rembrandt, appt 877, 72100 Le Mans.

REGIONAL DE ORIGEN, ARAGON, RIOJA Y NAVARRA EN EL EXILIO

Por mediación del presente comunicado convocamos a todos los compañeros de la Regional en el Exilio al Pleno que se celebrará el día 10 de diciembre, 4, rue de Belfort, 31000 Toulouse, dando comienzo a las 10 horas.

Por la gran importancia que tendrá esta reunión, esperamos la mayor asistencia de compañeros. No cabe duda que el problema a tratar será: Exilio-Interior, en carácter regional.

A los compañeros que sus direcciones obran en nuestro poder, recibirán nuestra Circular-Informe de Gestión y que en la misma va insertado el Orden del Día de dicho Pleno.

Fraternalmente.

La C. de Relaciones.

S. I. A.

La Sección Local de Toulouse celebrará su asamblea general ordinaria el día 27 del corriente, a las 10 de la mañana, en la Bolsa del Trabajo de Toulouse.

El Secretariado.

Fuente inspirativa

El circo

«No ha mucho, me sorprendió mi nieto, de 8 años, con la siguiente pregunta: Abuelito, ¿por qué no me llevas esta tarde a ver el circo? Yo no tenía el ánimo predispuesto para contemplar semejante galimatías de volteretas, trucos y caballos tan disciplinados.

El pequeño insistió, esta vez con lágrimas en los ojos, y yo acepté.

La clientela, viejos, niños, también adultos: risa, mucha risa.

—Abuelito, ¿tú no te ríes?, fue la segunda pregunta que me hizo pensar: la risa, si no se siente, es una mueca que se expresa mal en el rostro del ser humano.

Los números continuaban. Los mozalbetes reían con verdadero júbilo, cada vez que algún payaso echaba humo por la cabeza. Dar volteretas y, después, sacarse de los bolsillos vasos llenos de agua, fue la parte que más le agradó a Sergio.

—¿Has visto, abuelito? Muy bien, le contesté. Y yo retuve en mi cerebro: el payaso, con su rostro pintado, puede ser un filósofo. El político español, con el suyo sin pintar, un profesor en el arte de engañar a España.

El prestidigitador, no defraudó. Mejor vestido que los payasos, sus números fueron bien aplaudidos.

Al menos, me dije: Dentro de su magia, practica el humanismo con la mujer que, metida en la maleta, se le atraviesa con grandes cuchillos, saliendo al momento vivita. Y anoté: ¿No sería de desear que artistas con semejantes cualidades,

figurasen en los partidos políticos de la España democrática? Al menos, podrían haber demostrado, dentro del ruedo parlamentario, con la rapidez que, para la tranquilidad nacional, debieron de haber dado una amnistía general. Por lo menos, de las manos del prestidigitador, las palomas salen volando; de las del político español, van a la cárcel. Y es que desde siempre, su magia, ha consistido en ir montado en el falso caballo de la política para, unas veces, poner en marcha el truco electorero otras, el desempolvamiento de arcaicas leyes. Nunca se dió prisa en arreglar problemas que terminaran con el malestar del pueblo que trabaja. Donde el político español no pierde tiempo, es en la aprobación de una ley represiva. La de ahora, puede que se llame «defensa de la democracia». De todas formas, sabe arreglárselas para que pueblo tonto no se dé cuenta de que se pasa el año, sólo con la prestidigitación de hablar. Es el único truco que le permite «ganarse» el pan, sin tener que marcarse al paro forzoso o tener que sudar en la fábrica o el campo.

Hemos salido del circo, y yo, mientras Sergio aún se reía, pensaba en el año, sólo con la prestidigitación de hablar. Es el único truco que le permite «ganarse» el pan, sin tener que marcarse al paro forzoso o tener que sudar en la fábrica o el campo.

¿No fue Istrati el que escribió estas magistrales líneas? «El coloso, después de extenuantes marchas y sorteando cepos, llegó a la montaña, apoderándose de un oseznó, que domó con mucha destreza y sin embrutecer al animal; después, los dos, contentos, marcharon por el mundo a ganar su pan: el hombre hacía bailar al animal y la vida hacía bailar al hombre.»

¿Hasta cuándo el mundo estará bailando al son que le tocan los políticos?

Dionisio CRESPO.

La cuestión social en el Ateneo de Madrid

◆ VIENE DE LA PAGINA III
governarse a sí propio, desenvolver libremente su personalidad superior y adaptarse a una vida verdaderamente humana.»

...El catedrático de Salamanca es más explícito aún; fíjense bien: «El gran argumento, el formidable, con el que suele defenderse la organización social autoritaria, es el siguiente, vulgarísimo, al alcance de cualquiera, el mismo, después de todo, que llevó a los partidarios del pacto social (que a fines del siglo anterior y comienzos del presente lo eran casi todos los escritores de lo que hoy llamaríamos materias sociales y políticas, como también lo habían sido, en el fondo, muchos de los siglos XVI y XVIII) a formular su teoría: "Sin la autoridad se haría enteramente imposible la vida social; los hombres, lejos de respetarse y auxiliarse mutuamente, se destruirían los unos a los otros como lobos, según ya dijo Hobbes; no habrá ningún bien seguro, ni la vida, ni la libertad, ni la propiedad, ni el honor. La agrupación de los hombres no sería sociedad, sería el caos." ¡Claro que semejante razonamiento no es muy aceptable, y no lo es ni siquiera por parte de aquellos mismos que de él se sirven, los cuales lo emplean ad extra, podríamos decir, o lo que es igual, con respecto a otros, mas no con respecto a ellos.»

...La doctrina es bien clara: Pedro Dorado afirma su fe en una sociedad sin poderes, gobiernos ni leyes escritas: anarquismo puro. Que sepamos, ninguno de los dos catedráticos citados está loco; al contrario, ambos son leídos y admirados en España y en el extranjero; cosa que, por cierto, no les ocurre a muchos de los que llaman locos a los anarquistas.

Soledad GUSTAVO
y Federico URALES
(de «La Revista Blanca»,
julio de 1902).

NECROLOGICAS

EUGENIO HERRERO Y CIRIACO PUYO

En poco tiempo dos compañeros de Valjunquera (Comarcal de Valderrobres, Bajo Aragón), nos dejaron para siempre: Eugenio Herrero y Ciriaco Puyo.

Eugenio falleció el pasado 23 de mayo, a los 74 años de edad, después de un intento de operación, tras grandes sufrimientos. Este compañero era uno de los tantos anónimos como en la familia confederal, en la C.N.T., abundaban.

Pequeño propietario, vivía modestamente, sin ser explotado como suele decirse. No obstante, en julio de 1936, fue de los primeros en responder, una vez aquellos pueblos del Bajo Aragón liberados, entregándose por completo a la obra colectivista, actuando hasta el momento de evacuar el pueblo ante el avance fascista.

Tuvo cargo en abastos de la Colectividad, ante la satisfacción de los componentes de la misma por su seriedad y honestidad manifiestas.

Después de mil peripecias, una vez en Francia, nuevas dificultades como nos sucedió más o menos a todos los refugiados forzosos y lo que le afectó mucho, fue la muerte de su compañera poco después de pasar la frontera, quedando sólo, con dos hijos de corta edad.

Pese a sentir profundamente todo lo nuestro, no podemos decir que su deseo fuera respetado.

No obstante, compañero Herrero, descansa en paz.

✱

El compañero Ciriaco Puyo murió en Pamiers, el 6 de julio de 1977, a los 78 años de edad, precisamente cuando ya tenía el pasaporte para ir a España, a su Aragón, que, como muchos, tanto añoraba, a su Valjunquera natal, por la que durante la Revolución de 1936 hizo cuanto pudo, hasta el forzado éxodo de marzo de 1938, siendo de los últimos en salir del pueblo.

Este compañero era uno de los que desde su juventud —al igual que su difunto hermano David—, venían a Francia para trabajar en las estribaciones pirenaicas en la extracción del talco. Aquí estaban cuando respondiendo a la sublevación militar-fascista, el pueblo español se lanzó a la Revolución. Y sin pensarlos dos veces, allá se fueron sin pérdida de tiempo.

En Valjunquera actuó Ciriaco con la seriedad que le caracterizaba en puestos de responsabilidad, sin buscar ni desear alaban-

zas ni honores, como idealista convencido que era. Convencimiento y firmeza que le han acompañado hasta su muerte.

Desde hacía bastantes años vivía en Pamiers (Ariège). Su comportamiento allí quedó patente el día de su entierro, civil, al ser acompañado a su última morada por gran número de compañeros y vecinos.

Compañero Ciriaco, descansa tú también en paz.

A la compañera Encarna, su hermana y a los familiares de ambos compañeros, nuestro más sentido pésame por la muerte de los dos tan buenos amigos.

Por la Comarcal de Valderrobres en el Exilio,

El Secretario de Relaciones.

* servicio de librería *

«Cataluña en la guerra de España», Vicente Guarner. 40,00 frs.
«La Colectivización», Balkanski. 2,00 frs.

«Correspondencia selecta de F. Ferrer», V. Muñoz. 1,50 fr.

«Costa Amunt», J. Ferrer. 20,00 frs.

«De una a otra revolución», F. Olaya. 5,00 frs.

«NOSOTROS, REVOLUCIONARIOS-ANARQUISTAS, DEFENSORES DE LA EDUCACION DEL PUEBLO ENTERO: DE LA EMANCIPACION Y DEL DESARROLLO MAS VASTO DE LA VIDA SOCIAL, Y POR CONSIGUIENTE, ENEMIGOS DEL ESTADO Y DE TODA ETATIZACION, EN OPOSICION A TODOS LOS METAFISICOS, POSITIVISTAS Y A TODOS LOS ADORADORES, SABIOS O PROFANOS, DE LA DIOSA CIENCIA, AFIRMAMOS QUE LA VIDA NATURAL Y SOCIAL PRECEDE SIEMPRE AL PENSAMIENTO, QUE NO ES MAS QUE UNA DE SUS FUNCIONES, PERO NUNCA SU RESULTADO; QUE SE DESARROLLA DE SU PROPIA PROFUNDIDAD INAGOTABLE POR UNA SERIE DE HECHOS DIFERENTES Y NO DE REFLEJOS ABSTRACTOS Y QUE ESTOS ULTIMOS, PRODUCIDOS POR ELLA, PERO NO LO CONTRARIO, INDICAN SOLO, COMO LOS POSTES KILOMETRICOS, SU DIRECCION Y LAS DIFERENTES FASES DE SU DESARROLLO PROPIO E INDEPENDIENTE.»

Miguel BAKUNIN.

«Enseñanzas de la revolución española», V. Richards. 24,00 frs.
«Entre la revolución y las trincheras», C. Berneri. 1,50 fr.

«Educación libertaria», D. Nieuwenhuis. 1,50 fr.

«El Fascismo», Balkanski. 2,00 frs.

«España 1963», 1,50 fr.

«Historia del sindicalismo español», J. Gómez Casas. 16,00 frs.

«Historia del Movimiento Obrero (1830-1953)», 3 vol., Eduard

«España 1963», 2 F.

«Genocidio español en la España de los Austria», Olaya. 30,00 frs.

«Barret, Obras completas» (3 tomos). 25 F.

«Agonía de una mistificación proletaria», 1 F.

«Crisis de Estado. Doctrina y combate», J. Veracis y R. Mella. 2 F.

«Doce pruebas de la inexistencia de Dios». «Criadero de curas». 3 F.

«Durruti y Ascaso», S. Cánovas Cervantes. 2,50 F.

«Ensayos y conferencias», P. Gori. 8 F.

«El Fascismo», G. Balkanski. 2 F.

«Aniversario XXXI de la Revolución Española». 1,50 F.

«Requisitorio (Jo també soc jutge)», Roc Llop. 3,00 frs.

● Pedidos: F. Subirats, C.N.T., 4, rue Belfort, 31000 Toulouse.



Acción directa

◆ VIENE DE LA PAGINA I

U.G.T. que rechazamos, pretende hacer participar a los trabajadores de un juego cuyo resultado está ya decidido de antemano, dotándoles, sin embargo, de las mismas cartas para que el juego pueda celebrarse.

Como muestra de ello reproducimos a continuación algunas líneas extraídas del texto, donde se resumen los principios que inspiran este proyecto:

«...Pero es preciso, además, por el bien de la clase trabajadora, en interés del empresario y en razón del orden público laboral, establecer unos instrumentos unitarios o unos cauces unitarios de representación que... institucionalicen unos órganos representativos que normalizan la relación periódica y sistemática.»

«...En realidad este órgano (se refiere a los Comités de Empresa) supone, de alguna manera, la continuidad del sistema de representación unitaria que venían a ser los enlaces y jurados con diferentes características y en un sistema de libertad... Una estructura de este tipo encontraría el reconocimiento de las centrales, sería aceptada por trabajadores y empresario, garantizaría la institucionalización del sindicalismo en la base y vendría a responder a la síntesis histórica que estamos propugnando como utopía de futuro... Somos decididos partidarios de que el derecho de reunión sea reconocido con la máxima liberalidad, pero también debemos ser conscientes de que tal reconocimiento no puede implicar nunca

un perjuicio, por mínimo que sea, a la marcha del proceso productivo. Habrá de establecerse, pues, un marco ordenado para su desarrollo y responsabilizar, al propio tiempo, a aquellos de quien parta la orden de convocatoria.»

De lo expuesto debe concluirse una postura crítica a un Decreto (el de acción sindical de próxima aparición) que incurre en los siguientes errores:

a) Supeditación sistemática del movimiento asambleario al Comité de Empresa y Secciones Sindicales, con la introducción del vicio parlamentarista, del juego entre organizaciones dentro del M.O.

b) Papel ejecutivo y dirigente del Comité de Empresa, reproducción del esquema «Enlaces-jurados» de la difunta legislación laboral franquista, con el peligro de acumulación de poderes casi absolutos en el mismo.

c) Imposición de cauces de negociación únicos —Comité de Empresa y los delegados sindicales— que facilitan la creación de superestructuras fácilmente controlables por la patronal.

d) Imposición de topes numéricos para el reconocimiento de secciones sindicales, con lo que se fomenta otro vicio fatal para el M.O.: «la caza de afiliados», que se ven empujados a afiliarse a una Central Sindical y sin que haya habido un debate que le permita conocer las distintas alternativas sindicales.

El gobierno consigue con esto seleccionar unos interlocutores válidos, más fácilmente controlables, máxime si detrás de éstos están unos intereses de partido que necesita relacionarse con el poder.

(De «Castilla Libre», órgano de la Confederación Regional del Trabajo del Centro, n° 7, septiembre-octubre 1977.)

Impreso en la Société Générale d'Impression, 61, rue des Amidonniers, 31000 Toulouse.

Représailles et fraternisation

A Munich, certaine année, je m'étais fait retenir une chambre par l'office de tourisme local en précisant que je la souhaitais voisine de la gare. Ce service m'envoya le bon de logement et l'adresse de l'hôtel sans indiquer dans quel quartier se trouvait celui-ci. Arrivé à Munich, je cherchai vainement la rue tout autour de la station. Au bout d'une heure, bien ennuyé, j'entrai dans un salon de coiffure pour demander mon chemin. L'artisan et sa femme compulsèrent un guide et finirent par dénicher la rue, située à trois kilomètres de là, en marge de la route de Dachau. (Je sus plus tard que, tous les hôtels étant complets près de la gare, l'office de tourisme n'avait pu éviter de m'exiler dans un quartier excentrique.) Le coiffeur me griffonna sur un bout de papier le numéro de l'autobus que je devais prendre et, pour plus de sûreté, abandonna son échoppe et m'accompagna jusqu'à l'arrêt le plus proche, qui était tout de même éloigné de deux cents mètres environ : sans lui, j'aurais eu bien du mal à le découvrir. Quelle chance d'être tombé sur un homme si complaisant, qui de surcroît avait l'air enchanté de me rendre service !

Cette scène m'est revenue en mémoire l'autre jour, quand j'ai rencontré à Paris un groupe de sept ou huit touristes allemands aussi perdus qu'on peut l'être dans une ville étrangère où l'on n'a jamais mis les pieds. C'était sur le quai de la station de métro « Palais-Royal ». Ils avaient un plan de la capitale, mais où ne figurait pas le schéma du réseau. Comme la station était en rénovation, le plan mural avait été enlevé. Aucun des touristes ne parlait français. Leur porte-parole m'aborda et me fit comprendre qu'ils voulaient aller en haut de la butte Montmartre, à ce sempiternel Sacré-Cœur qui fut pavé, dit-on, de si mauvaises intentions par ses constructeurs, mais d'où l'on découvre une vue intéressante. J'allais justement de ce côté-là. Je me fis une joie de m'improviser leur guide, de les faire changer à « Concorde », de les mettre sur le Nord-Sud et de les faire descendre à « Abbesses ». Ce qui me valut de leur part des remerciements chaleureux, et même deux bonbons dont l'un à la menthe !

Croire que je m'acquittais seulement de la dette contractée envers le coiffeur bavarois serait une erreur, car dans tous les pays où je suis allé j'ai rencontré des gens aimables empressés à me renseigner et même à me conduire quand j'étais embarrassé. J'ai des souvenirs de cette sorte à Belfast, à Oslo, à New-York, je ne sais où encore. Si je rapporte que deux fois dans ma vie, l'une à Rome et l'autre à Bratislava, des agents

de police se sont dérouterés d'une certaine de pas afin de me mettre dans la bonne direction, ce n'est certes point — qu'on veuille bien me croire — pour redorer le blason d'une institution à juste titre fort critiquée, mais simplement parce que c'est la vérité ; et dans les deux cas, alors que tout attestait ma qualité d'étranger, je n'eus même pas à montrer mes papiers. C'est que, fût-ce dans les pays où la civilisation est le plus policée, ou dans ceux où la xénophobie flambe périodiquement, l'ancestral instinct de l'hospitalité reste vivace, enfoui dans l'inconscient, alors que la pratique de celle-ci, générale jadis chez les populations primitives les plus fermées, est déconseillée, voire réprimée, par les lois et coutumes modernes.

Le lendemain du jour où j'avais guidé mes touristes allemands dans le métro de Paris, des autocars qui avaient amené un certain nombre de leurs compatriotes furent incendiés. Motif évident : exercer des représailles contre le gouvernement de l'Allemagne fédérale après l'extermination des pirates de l'air de la Lufthansa à Mogadiscio et la triste fin de la « bande à Baader » à Stuttgart. De sorte que, si l'on examine les faits dans cette optique, si les incendiaires ont accompli un acte de justice en détruisant des cars de touristes allemands, je m'étais, moi, la veille, rendu complice de collaboration avec M. Helmut Schmidt ! A raisonner selon la logique des terroristes, ma fraternisation avec mes Teutons du métro — qui répondait symétriquement à celle que m'avait témoignée le coiffeur de Munich — était aussi répréhensible que la connivence avec l'occupant reprochée naguère aux séides français de la Gestapo !

Naturellement, je résume une telle analyse. Les rapprochements individuels à la base sont exactement, en valeur, en portée et en signification, le contraire de la collusion au sommet. La fraternisation et l'entraide à l'échelon inférieur ressortissent à l'internationalisme libertaire ; elles s'opposent diamétralement aux complicités déshonorantes qui font de l'être humain la marionnette de l'autorité, le toton du pouvoir.

Parmi la jeune génération, qui, heureusement pour elle, n'a pas connu le fascisme, beaucoup en parlent à tort et à travers. On entend traiter de « fascistes » des politiciens qui ont bien des défauts, qui sont parfois autoritaires, stipendiés, parjures, versatiles, ou qui sont de simples gredins, mais qui n'ont absolument rien de fascistes. Les régimes qui s'appuient sur l'armée sont des dictatures militaires (il en a toujours existé), non des fascismes. Le fascisme,

c'est autre chose, que j'ai défini autrefois dans un alexandrin : « Un parti dans la foule, un chef sur ce parti » — chef unique d'un parti unique.

Prétendre qu'en aidant un groupe de touristes allemands à retrouver leur chemin dans Paris on devient l'allié des « fascistes de Bonn » qui ont fait échec à une prise d'otages sur un avion serait un sophisme inepte auquel il serait pertinent de rétorquer qu'au contraire c'est le terrorisme de 1977 qui risque de nous ramener à une situation favorisant la renaissance du fascisme, sous sa forme noire (Mussolini), brune (Hitler) ou rouge (Staline). Car on peut aider l'ennemi malgré soi, sans avoir d'intelligence avec lui — soit dit sans vouloir ressortir la théorie des complicités « objectives ».

L'argument est simple, le voici. Le terrorisme a mauvais presse depuis qu'il met en péril ceux que l'opinion publique appelle « les innocents », c'est-à-dire des gens sans responsabilité directe et apparente dans les maux reprochés à la société moderne (et notamment au régime technocratique-capitaliste). Que cette innocence soit relative, puisque nous participons tous plus ou moins au fonctionnement du régime et de la société, c'est là un point de discussion philosophique. Le fait, le fait concret, le fait réel, est que la quasi-unanimité des gouvernés n'admettent pas qu'on puisse à n'importe quel moment les capturer pour servir d'otages menacés de mort dans une sorte de maquignonnage politique avec leurs gouvernements. Cela se comprend fort bien. Il en est beaucoup parmi nous qui s'estiment plutôt victimes que complices de la façon dont on les gouverne, et qui goûteraient fort peu qu'on les enlevât en vue d'un troc sinistre ou d'un macabre rançonnement, dont leur vie serait la matière et l'enjeu.

La plupart des citoyens cultivant cet état d'esprit, l'effroi et la réprobation causés par les rapt et les prises d'otages suscitent chez eux un besoin de se sentir protégés et une envie de collaborer à leur propre protection. Or il est patent que les pays fascistes et bolchevistes sont presque entièrement exempts de ce genre de subversion. La raison en réside dans la forte structure du parti unique, omniprésent à l'échelle de la ville, du quartier, de l'îlot, de l'immeuble, de l'entreprise, de l'atelier et du bureau. La surveillance mutuelle, la délation réciproque, y sont une coutume civique recommandée. Une telle organisation ayant fait la preuve de son efficacité dans la prévention du terrorisme (alors que le régime libéral, qui le réprime maladroitement, est incapable de l'empêcher), il s'ensuit qu'un nombre croissant de

personnes épouvantées en arrivent vite à souhaiter l'existence d'une coordination sociale contraignante dont elles attendent la fin de leurs frayeurs. Voilà ce qu'il faut craindre : que la multiplication de l'insécurité, en créant un état d'esprit populaire d'avachissement et d'abandon, ne rende fatals le totalitarisme et ses rigueurs, travesties en mesures de salut public.

Qu'on n'aille pas s'imaginer que, disant cela, je cherche à faire l'apologie du fascisme ou du bolchevisme. Si le terrorisme fait peser sur ma tête, comme sur celle de chacun, la menace aléatoire d'un racket éventuel, voire d'un déshiquetage possible par une bombe destinée à quelqu'un d'autre, je sais, en revanche, que, intrinsèquement, il fait courir à mes libertés beaucoup moins de risques prémédités et voulus que ne le font ces idéologies totalitaires. Mais, dans la réalité, les choses se passent comme s'il était leur fourrier et non leur adversaire.

En beaucoup de cas, le terrorisme de 1977 ne s'en prend point aux gouvernants comme le nihilisme russe du XIX^e siècle ou comme certain activisme anarchiste qui régna surtout entre 1890 et 1910 ; de préférence, il capture des gouvernés et s'efforce d'en faire, avec les gouvernants, une marchandise négociable, un objet de transaction. Dans le même temps qu'il agit ainsi, il traite lesdits gouvernants de « préfacistes » : en quoi il pourrait prophétiser juste, car la terreur qu'il engendre donne une chance aux aventuriers prêts à leur succéder, lesquels seraient nettement plus fascistes qu'eux, et peut-être fascistes pour tout de bon, pourvus de ce fameux parti unique sous lequel tout terrorisme est impossible — sauf celui, exclusif et irrépressible, d'un Etat omnipotent.

Je ne cherche pas à déplacer les responsabilités. Si cela devait arriver, les terroristes à la mode de 1977 n'en seraient que les promoteurs involontaires. En effet, les maux qu'ils dénoncent, les tares qu'ils stigmatisent, et par quoi ils voudraient légitimer leurs méthodes de lutte, ce sont les tares réelles, les maux vrais, de la société moderne. Tares et maux, en même temps qu'ils font des ravages et des victimes, ont des profiteurs. Toute la civilisation actuelle est mal engagée ; le profit gâche et souille ce qu'elle a de bon, tandis que ce qu'elle a de pire est perpétué par ceux qui en bénéficient. Elle trouve le moyen de laisser oisifs des millions de chômeurs alors que, dans tous les domaines, on déplore qu'il reste tant à faire, ou à parfaire. Et ce sont bien les pouvoirs en place œuvrant au grand jour, et non leurs ennemis de l'ombre, qui font durer cet état de choses.

Point question, par conséquent, de crier « haro » sur le baudet, d'accabler le bouc émissaire fût-il enragé, de hurler avec les loups dans un appel à la battue et au lynchage. Nous persistons seulement à penser qu'il ne faut pas frapper à la base dans l'illusion d'intimider le sommet : c'est la base elle-même qu'on effarouche et qu'on incline à réagir à rebrousse-poil.

A la base, nous nous en tenons, quant à nous, à d'humbles et pacifiques comportements. Selon nous, l'acte de fraternisation l'emporte sur l'acte de guerre dans une mêlée sociale où nul n'a le droit de risquer la vie d'autrui. Celui qui remet un touriste étranger sur sa bonne ligne de métro sert mieux, dans sa modeste sphère, la paix et la liberté que celui qui le prend en otage ou qui brûle son autocar.

P.-V. BERTHIER.

Travailleurs en lutte

● C.G.T.N. (Transports, Nice)

Les travailleurs de cette compagnie sont en grève depuis le 10 octobre. Ils occupent les entrepôts pour que soit respecté le droit syndical dans l'entreprise.

● CHAVANOZ (Textile, Drôme)

Le 20 octobre les 250 salariés se sont mis en grève pour obtenir de meilleures conditions de travail.

● RHONE-POULENC (Saint-Fons)

Grève des ouvriers de l'atelier d'hydroquinone (produit utilisé par la photo) contre le travail posté et les mauvaises conditions de travail. La direction menace les travailleurs de lock-out.

● EGOUTIERS PARISIENS

Les égoutiers parisiens sont en grève pour protester contre les conditions de travail, les bas salaires et le manque d'effectifs. Le maire de Paris n'envisage pas d'ouvrir les négociations.

● RENAULT (Billancourt)

Les caristes du 38 sont en grève et occupent l'atelier pour empêcher le démantèlement. La régie Renault connaît depuis plusieurs semaines diverses grèves, sans que les syndicats cherchent à les coordonner, à leur donner l'ampleur nécessaire à une victoire.

FEUILLETON « ESPOIR »

N° 2

La révolte du 17^e

Subitement, le 18 juin, on annonça que les tirs de combat auraient lieu, et cela quatre jours avant la date de la libération des réservistes, alors qu'ils n'avaient plus le temps de les faire. En outre, le départ de Béziers fut ordonné pour 11 heures du soir. Il était évident que les tirs n'étaient qu'un faux prétexte pour masquer aux yeux de tous le changement de garnison. Néanmoins, comme les réservistes les suivaient et que le départ pour Agde avait lieu à pied, il pouvait encore y avoir des doutes et les soldats partirent, se réservant pour la plupart de ne pas partir d'Agde alors qu'on n'aurait plus un prétexte à leur servir.

A Agde, en apprenant cet ordre, on eut l'espoir que les 2^e et 3^e bataillons refuseraient de quitter Béziers. Un soldat alla à Vias, village situé à quatre kilomètres d'Agde, pour provoquer, par l'intermédiaire du comité viticole, une manifestation sur le passage du 17^e, au cas où il partirait de Béziers, dans le but de contribuer à ébranler le moral des soldats.

La population de Béziers voyant partir les soldats du Midi et ne pouvant comme eux se réserver de s'insurger plus tard, fit une belle manifestation pour empêcher ce départ. Dix mille personnes étaient massées à 11 heures du soir devant la caserne et la tête de la colonne, devant cette manifestation, dut se replier et rentrer. La gendarmerie à cheval fut chargée de débayer les avenues pendant que les soldats attendaient dans une assez grande

surexcitation, tandis que les officiers s'efforçaient de les tranquilliser en leur assurant qu'on n'allait qu'à Agde.

Vers 2 heures du matin, après force charges et bagarres, la route étant dégagée, la colonne repartit et défila encadrée de gendarmes. Au passage à Vias, la population était massée sur la route, acclamant le 100^e et invitant les soldats du 17^e à imiter ceux de ce régiment. Suivant l'usage adopté dans les meetings viticoles, ce conseil s'établait en grosses lettres sur des pancartes. L'arrivée à Agde, qui devait avoir lieu à 5 heures, n'eut lieu qu'à 8 heures. Les soldats d'Agde, voyant que leurs camarades de Béziers n'arrivaient pas, se réjouissaient déjà à la pensée qu'ils avaient dû se révolter. Ils éprouvèrent un profond désappointement quand, vers 8 heures, ils entendirent les clairons des 2^e et 3^e bataillons traverser la ville.

Ce désappointement devint presque de l'indignation et du découragement quand ils apprirent que leurs camarades étaient partis malgré l'imposante manifestation de la population. Comment se révolteraient-ils seuls dans une petite ville de 9 000 habitants alors qu'eux ne l'avaient pas fait à Béziers aidés de 10 000 civils ? Cependant, après avoir pris contact et avoir entendu leurs explications, le courage revint et on fut même très heureux de constater qu'à Agde, comme à Béziers, l'état d'esprit était le même. On sentait que l'instant décisif approchait, il fallait redoubler de propagande et se tenir prêts.

Le jour même de l'arrivée des bataillons de Béziers arriva l'ordre de libérer les réservistes, alors qu'ils avaient encore trois jours à faire. Cette nouvelle fut bien accueillie ; elle était la preuve que les tirs de combat n'étaient qu'un prétexte et que le départ du régiment était imminent. Ce fut sans regret que les militants de l'active virent partir les réservistes. A part quelques-uns, après avoir donné au début de leur période l'exemple de l'indiscipline, ils n'aspiraient qu'à être libérés et ne souhaitaient pas « d'histoires ». Ceux de l'active, plus longs

à entrer dans le mouvement, étaient maintenant plus ardents et plus résolus.

Le 20 au matin, tandis que les derniers réservistes quittaient la caserne en tenue civile, les journaux y apportaient les nouvelles des fusillades qui s'étaient produites à Narbonne la veille. Ces nouvelles portèrent l'animation à son comble. Chez les militants elles provoquaient plutôt de la joie que de l'exaspération, elles leur étaient un excellent moyen de chauffer l'exaspération des plus timorés. On les commentait vivement partout. Devant ce résultat, quelques camarades virent là un prétexte à mutinerie ayant une signification plus nette que le départ du régiment et ils lancèrent immédiatement l'idée du départ pour Narbonne le soir même. Cette idée fut vivement goûtée par tous et ne souleva qu'une seule objection : la réussite serait-elle assez complète ?

Le régiment était cantonné en trois points différents : le 1^{er} bataillon occupait la caserne Mirabel, en dehors de la ville, et y avait reçu les 9^e et 10^e compagnies qui étaient cantonnées dans les réfectoires, le 2^e bataillon avait occupé un immeuble connu sous le nom de « Couvent de la Nativité », et les 11^e et 12^e compagnies étaient cantonnées dans l'intérieur de la ville, aux « vieilles casernes ». Le mot d'ordre partit de la 5^e compagnie. Dans la journée, il ne se propagea pas aux autres bataillons, mais le soir, sur la « promenade », où les 315 soldats se retrouvaient, ils fut transmis à tous et fit l'objet de toutes les conversations. L'appel du soir devait être le signal de la mutinerie, le 2^e bataillon devait aller prendre le 1^{er} à Mirabel. Une telle décision ne s'était pas répandue sans être connue des officiers. Le colonel en fut averti, mais ne pouvant concevoir un mouvement si important, il crut qu'il ne s'agissait que d'une tentative de bordée de quelques turbulents et dédaigna de prendre des mesures. Les permissions de la soirée avaient été accordées comme à l'ordinaire et les soldats en avaient même demandé en plus grand nombre que d'habitude.

(A suivre.)

Après la Conférence nationale des Travailleurs libertaires

Ces 29-30-31 octobre, une conférence réunissait à Paris quelque 80 camarades de divers groupes et organisations : Alliance Syndicale (A.S.), Union des Travailleurs Communistes Libertaires (U.T.C.L.), Collectif Syndicaliste Libertaire de Rouen, Groupe Communiste Libertaire de Nancy... ainsi que de nombreux observateurs, dont un de la Fédération Anarchiste. Si les trois premiers groupes cités ont été les plus actifs dans les débats, la délégation de la C.N.T.F. est également intervenue sur la base des positions actuelles de notre organisation, définies par nos deux derniers congrès.

Pour la clarté du débat, nous publions :

- les principales thèses de l'Alliance, que nous avons résumées (ci-dessous),
- et dans les colonnes restantes quelques notes sur les thèmes abordés par cette conférence qui nous concernent le plus directement ; à savoir les positions sur la C.N.T. et l'A.I.T. et la pratique syndicale. Nous publions à la suite quelques commentaires et conclusions.

1 - UNE CONTRIBUTION AU DÉBAT (A.S.)

La droite n'arrive plus à gérer sa propre crise ; partis politiques et syndicats de gauche font croire que la classe ouvrière verra son sort amélioré par l'application du programme commun.

La chasse aux sorcières se déclenche dans les syndicats de gauche et le mouvement libertaire ne réussit pas à offrir une perspective crédible.

Avant de discuter sur l'unification et sur la coordination du mouvement libertaire, il y a trois préalables :

- 1° Renouer le libre débat politique. Il faut éviter le sectarisme qui n'a pas épargné les libertaires ; quoique certaines divisions ne soient pas artificielles ;
 - recrutement hétéroclite dans des classes aux intérêts divergents ;
 - opposition de personnalités et conflits de pouvoir ;
 - confusion organisationnelle par une fragmentation extrême ou une centralisation excessive.

Pour éviter ces erreurs, l'A.S. propose : « Éliminons les petits bourgeois, éliminons les petits chefs, organisons le débat entre les travailleurs. »

2° Renouer avec l'anarchisme prolétarien.

Le mouvement libertaire réel s'est constitué en dehors des organisations anarchistes où l'on mettait en avant soit « la position d'esprit », soit la « position sociale ». Les militants ouvriers libertaires ont quitté ces organisations pour deux raisons : trop centralisées ou trop décentralisées, ces organisations soumettaient la base à ceux qui con-

trôlaient les structures ou le discours idéologique. Mais le mouvement libertaire existe malgré tout dans des groupes locaux ou hors de tout groupe.

Ce qu'il faut, c'est regrouper cette multiplicité qui constitue le mouvement libertaire réel. Pour cela :

3° Renouer avec le fédéralisme.

Le fédéralisme est le principe libertaire d'organisation. Le fédéralisme permet seul (par un débat organisé) de déboucher sur un ensemble de pratiques diversifiées et complémentaires.

Le fédéralisme libertaire est opposé au « fédéralisme » style C.G.T. ou C.F.D.T. dans lequel les organismes de base voient leur autonomie limitée à leurs problèmes locaux, alors que les instances dirigeantes se réservent pour elles seules les débats globaux et de fond. De plus dans ces centrales, les sommets font appliquer à la base les décisions prises par eux seuls.

Le fédéralisme libertaire est différent. Il implique que :

- les groupes locaux ont à prendre position sur tous les problèmes de l'organisation ;
- il doit exister un mouvement, une liaison entre les bases, c'est-à-dire une démocratie interne et « horizontale ».

En ce qui concerne l'application des décisions, chaque groupe ne doit pas outrepasser le domaine de son champ d'application. Il ne doit surtout pas engager en son seul nom l'ensemble de l'organisation.

ff ufsss

2 - ANALYSE DU MOUVEMENT ANARCHO-SYNDICALISTE ET SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE FRANÇAIS (A.S.)

Celui-ci se caractérise par un foisonnement de groupes spécifiques et par l'absence d'une organisation de masse à caractère syndical. Les premiers n'ont réussi à se coordonner que dans des cas rarissimes (soutien à Roca, Collectif pour l'Espagne).

C'est en constatant que la plupart des travailleurs libertaires militaient en dehors de ces groupes que l'A.S. décida de créer une organisation commune à tous ceux qui se réclamaient du syndicalisme et de l'anarchisme. L'A.S. reconnaît que cette tentative a été un échec, et malgré un bilan d'activité positif, l'alliance est apparue comme un groupe spécifique de plus.

Aujourd'hui, l'Alliance constate que :

- la plupart des militants liber-

taires sont demeurés dans des syndicats réformistes, des groupes locaux... ;

— la renaissance de la C.N.T.E. fait cruellement ressentir l'absence d'une organisation similaire en France.

De cela, l'A.S. conclue que « l'A.I.T., par l'intermédiaire de sa section française, pourrait être l'idée, le projet, le sigle fédérateur des diverses activités militantes du mouvement ».

Il faut donc :

- renforcer là où c'est possible la C.N.T.F. ;
- coordonner le travail des minorités libertaires des syndicats réformistes ;
- coordonner les groupes autonomes (à caractère syndical...).

Cela se ferait par un contrat d'organisation fédératif conclu entre les militants par activités, fédérations locales, régionales et nationale — cette dernière étant la section française de l'A.I.T.

Cela permettrait de paraître unis, de débattre alors de nos problèmes dans une organisation unitaire mais respectant la diversité.

Ce projet à long terme reste soumis à la discussion.

QUELQUES NOTES

Le but déclaré de l'A.S. est d'arriver le plus tôt possible à la création d'une section française de l'A.I.T. dont les trois axes d'intervention soient ceux énoncés dans le document ci-contre (n° 2). Elle pense qu'il faut tout de suite tenter de créer des coordinations — par branches d'industrie — suivant ce schéma. La principale raison de cette volonté de créer si rapidement et soudainement une unité des tendances se réclamant de l'anarcho-syndicalisme, est l'essor de la C.N.T. en Espagne, et, en second lieu, l'éventualité prochaine de l'arrivée de la gauche au gouvernement.

U.T.C.L. : les travailleurs libertaires devraient axer leurs efforts au sein des syndicats réformistes. La question de la section française de l'A.I.T. n'est pas totalement écartée, mais ne se pose qu'à plus long terme.

Les camarades du groupe de Rouen ont annoncé leur intention de créer des sections C.N.T. partout où cela serait possible et envisagent donc peut-être la création d'une U.L.-C.N.T. Ils n'excluent pas entièrement l'affiliation aux syndicats réformistes. Leur expérience de groupe autonome leur a fait ressentir la nécessité d'une coordination nationale et ils souhaitent également situer leur intervention au sein de l'A.I.T.

..

Il ressort très nettement que tous ceux qui luttent au sein des syndicats réformistes (A.S.-U.T.C.L.) sont préoccupés par des problèmes de lutte à l'intérieur de ces syndicats contre les bureaucrates. « ... On passe parfois plus de temps à se bagarrer contre la direction syndicale que contre les patrons » dit d'ailleurs l'un d'entre eux.

Le 1^{er} objectif de leur intervention se situerait donc au niveau de la démocratisation des syndicats. Pour y aboutir plus efficacement, le thème de l'opposition syndicale a été notamment abordé. Au niveau de l'A.S. se fait sentir la nécessité d'une intervention extra-syndicale par le biais de cercles libertaires d'entreprise. Pour l'U.T.C.L., il s'agit de favoriser une opposition syndicale sans sectarisme, sans vouloir exclure a priori la collaboration avec des « partis » tels L.C.R., O.C.T...

COMMENTAIRES : ENTRE CE QUI EST ÉCRIT ET CE QUI EST DIT OU PENSÉ

Les groupes présents à la conférence qui cherchent à situer leur action dès que possible au sein de l'A.I.T. sont donc l'A.S. et le groupe de Rouen.

Au-delà des propositions écrites faites par l'A.S. en particulier, il est important que tous les militants anarcho-syndicalistes aient connaissance de ce qui s'est dit afin de se faire une opinion plus exacte.

En ce qui concerne les trois types d'interventions définies par l'A.S. au sein d'une « nouvelle » section française de l'A.I.T., ce qui EST ÉCRIT apparaît comme une base de discussion satisfaisant d'autres camarades, comme ceux de Rouen. Cependant, les orientations données à la conférence par l'A.S. et l'U.T.C.L., et certaines interventions pourraient faire croire qu'il y a deux manières d'interpréter cette plate-forme :

— l'une (les camarades de Rouen) consistant à favoriser au maximum le passage de l'intervention dans les syndicats réformistes au profit d'une intervention de type C.N.T., en créant partout où cela est possible des syndicats C.N.T. ;

— l'autre (A.S.) consistant surtout à favoriser l'intervention au sein des syndicats réformistes. L'enjeu de la plate-forme semblant être plus l'entrée dans l'A.I.T. que l'unité avec la C.N.T. On est en droit de se demander si le point « renforcer la C.N.T... » est de pure forme ou non. Un délégué de la C.N.T. a ouvertement posé la question, à savoir si certains camarades n'avaient pas tendance à confondre « RENFORCER » et « ENFONCER ».

1° ORIENTATION DE LA CONFÉRENCE

Toute la conférence a été orientée pour qu'à son issue soient déjà mises en place des coordinations par secteurs d'activités sur le plan régional et national. Les camarades de Rouen, participants directs à l'initiative de cette conférence ont d'ailleurs exprimé leur étonnement sur la façon dont était orientée la conférence par l'A.S. et l'U.T.C.L.

A ce sujet, la délégation de la C.N.T. a fait remarquer les points suivants :

— la recherche de l'unité du mouvement anarcho-syndicaliste était possible dès avant l'essor de la C.N.T. en Espagne ;

— cette idée de conférence NATIONALE pour l'unité manque quelque peu de cohérence, puisque ces débats n'ont même pas été amorcés en premier lieu dans les villes où coexistent — en s'ignorant — différents groupes anarcho-syndicalistes. (N.B. ainsi l'A.S., dont un des deux groupes forts est à Bordeaux n'a pas répondu à l'invitation du dernier congrès de la C.N.T., tenu dans cette ville

CONCLUSIONS

Tout au long des débats, tous les camarades de l'A.S. qui ont parlé de la C.N.T. ont essayé de démontrer aux participants de la conférence que la stratégie de celle-ci était incohérente, irréaliste, inefficace ou même nuisible. Comment croire alors que la majorité des camarades de l'A.S. souhaitent RÉELLEMENT et pensent HONNÊTEMENT qu'il faut « renforcer la C.N.T. là où c'est possible » ? Comment les croire alors qu'en appartient un militant de l'A.S. confié à un délégué de la C.N.T., que si les militants de la C.N.T. étaient honnêtes, ils auto-dissoudraient celle-ci ; et que ce même militant dit, à la fin de la conférence, qu'il faut rechercher l'unité et la convergence en se basant sur les points communs de tous, sans chercher la dissolution des uns et des autres. Un seul intervenant de l'A.S. s'est exprimé plus positivement en constatant une évolution dans la C.N.T. dont il faudrait tenir compte. Les arguments portés contre la C.N.T. ont prouvé que celle-ci est mal connue et assimilée à une poignée d'anarcho-syndicalistes ronchons, sans prises sur la réalité syndicale et sans argumentation. Nous avons eu l'occasion de corriger cette image de marque au cours de la conférence. Sans entrer pour le moment dans le détail, nous signalons les points que notre délégation a développé en conclusion :

— avant tout, une information et un débat sont nécessaires, à la base, au niveau des syndicats C.N.T. Si les travailleurs de la C.N.T. ont choisi d'être en rupture avec les syndicats réformistes, ce n'est pas le fait d'un hasard ;

— ce qui sortira de ces débats permettra aux syndicats de la C.N.T. de pouvoir aborder réellement la discussion avec les autres groupes ou organisations parties prenantes dans ces débats ;

— mettre le plus de chances du côté d'une unité possible demande un type de démarche logique, sans tentatives d'hégémonie quelconque, avec un maximum de franchise et sans esprit de chapelle.

J. L.

..

P.S. — Nous avons demandé aux camarades de l'A.S. de nous fournir une copie de la bande magnétique des débats pour diffusion auprès de nos syndicats.

en avril dernier, et cela alors même que des textes communs A.S.-U.T.C.L. parlaient d'unité dès le mois de mars).

S'empresse à vouloir créer des coordinations de branches d'industrie ne peut être positif dans la mesure où il faudrait d'abord :

— que soient donnés plus d'approfondissements sur la plate-forme, et que tous les groupes concernés puissent exprimer plus précisément les choix qu'ils font dans leur pratique anarcho-syndicaliste ;

— que des discussions, confrontations locales ou régionales aient lieu avant de se lancer dans des coordinations sans réelle unité ou convergence minimale.

2° OPINIONS NÉGATIVES SUR LA C.N.T.

La position de l'U.T.C.L. est finalement claire et cohérente dans sa propre logique. Pour eux, créer des syndicats C.N.T., c'est se marginaliser des syndicats, donc des travailleurs. Ils disent d'autre part qu'il n'est pas possible de plaquer la situation espagnole en France, ce que ferait la C.N.T.F. selon eux.

L'A.S. partage cette dernière idée de l'U.T.C.L. Sur le plan de la création de syndicats C.N.T., les opinions des militants de l'A.S. vont également dans ce sens :

— il a été reproché à la C.N.T. d'avoir toujours eu pour seul argument : « Tous les travailleurs libertaires doivent venir à la C.N.T. » ;

— créer des syndicats C.N.T., c'est baisser les bras, en se coupant des réalités et des travailleurs conscients qui, dans leur majorité, font confiance aux syndicats réformistes, en refusant un travail positif et de longue haleine au sein de ces mêmes syndicats ;

— un militant (en son nom personnel a-t-il précisé) a été jusqu'à exprimer que la C.N.T. était le « fossoyeur du mouvement libertaire français ». C'est seulement après intervention « vive » d'un délégué de la C.N.T. qu'un militant de l'A.S. (au nom de celle-ci) a rappelé que la base de discussion était la plate-forme...

3° AUTRE BAVURE

Le 3^e jour a été lu le rapport de synthèse de la journée précédente, rapport rédigé par l'A.S. Ce rapport a également provoqué une « vive » réaction des camarades de la C.N.T., puisqu'il tenait exclusivement compte des opinions exprimées par l'A.S. et l'U.T.C.L. dans les débats. Les camarades de Rouen ont également protesté, suivis de camarades de l'A.S...